ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

20 août 2007
7e année
No 32

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

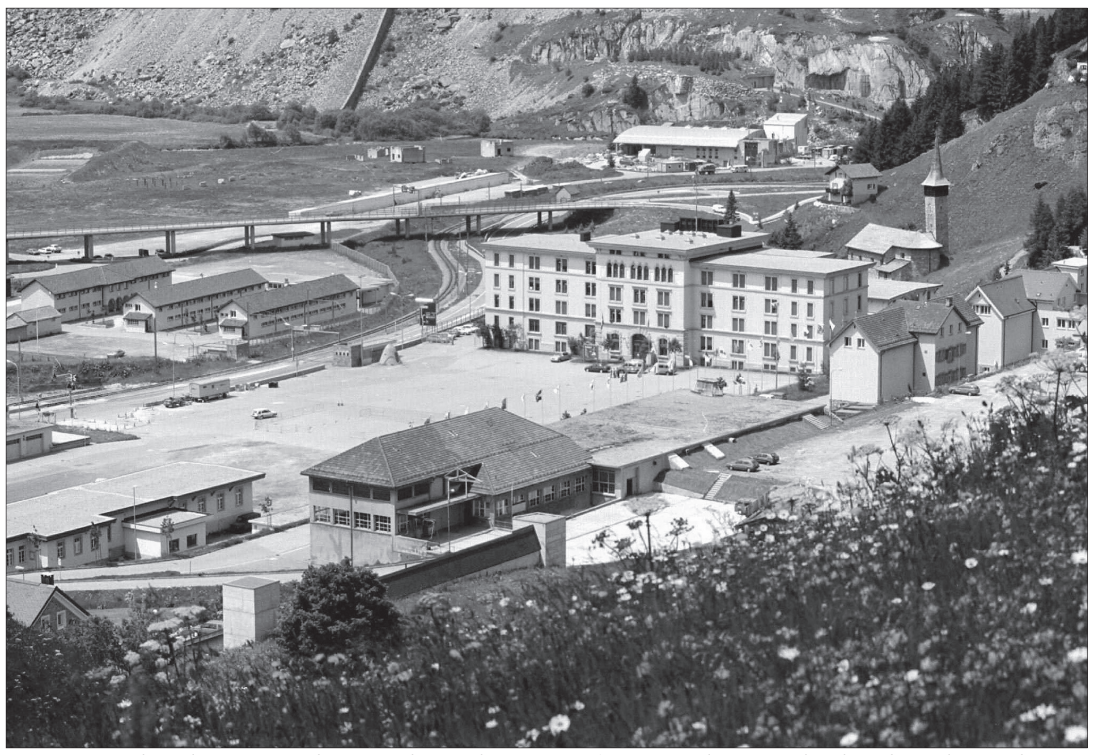
Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«L'armée suisse actuelle se transforme de plus en plus en intrus au sein de notre démocratie»

Entretien avec un ancien colonel de l'armée suisse

Dans l'interview que nous publions ci-après, M. *Albert Vincenz*, ancien colonel, répond à quelques questions concernant l'accident d'avalanche de la Jungfrau. Après avoir fait carrière au sein des troupes de montagnes où il a exercé diverses fonctions de commandement et d'état major, M. Vincenz a été, jusqu'en 1995, commandant du régiment d'infanterie 60 (brigade frontalière 12, Grisons).

Horizons et débats: Monsieur Vincenz, du temps où vous étiez commandant de la brigade frontalière, comment les décisions étaient-elles prises? Dans le cas concret si on entreprend une course en montagne ou non et qui en porte la responsabilité? Quel rôle jouaient les guides de montagne qui vous accompagnaient habituellement?
Albert Vincenz: La formation en montagne était organisée en principe selon le règlement intitulé «Service en montagne pour toutes les troupes» (53.180d), en vigueur depuis le 1er janvier 1985. Ce règlement, rédigé par des experts et maintes fois mis à l'épreuve, réglait le service militaire en montagne d'une manière exhaustive. La formation des spécialistes de haute montagne des différentes troupes (du bataillon à la division) était particulièrement rigoureuse dans les cours spéciaux et de répétition. Ces spécialistes servaient leurs unités pour la reconnaissance, pour l'exploration des routes et pour la préparation des dislocations de troupes en terrain difficile. La formation de base dans les écoles de recrues se faisait de manière analogue; les recrues les plus qualifiées dans les écoles d'infanterie de montagne et au sein de la compagnie des grenadiers de montagne à l'école de recrues de Losone/Isone y étaient poussées.



La caserne d'Andermatt est devenue depuis l'entrée en fonctions de Samuel Schmid un champ d'exercices pour des armées étrangères. (photo keystone)

Il va de soi que la formation de cette troupe spéciale se prolongeait dans les cours de répétition en haute montagne. Le gros des unités de montagne passait par une formation solide en vue de la mobilité en montagne.

Quant à la marche en montagne (on ne parlait pas de «course en montagne») on peut citer le règlement au chiffre 253 (p. 88): «Les commandants (commandants de troupes) portent la responsabilité de l'exécution de la marche. Les spécialistes de montagne (guides, spécialistes des avalanches etc.) participent en tant que conseillers et spécialistes des aspects techniques pour préparer et exécuter la marche. Ces derniers portent la responsabilité concernant l'utilisation des techniques appropriées.» Souvent, ces spécialistes étaient des soldats en possession d'un brevet de guide de montagne civil.

Quant à la technique des marches, le chiffre 278 dit ceci: «Le commandant (le chef de la marche) connaît toujours sa position. Il est capable, de définir de manière précise des points de repères dans le terrain et de définir et maintenir la direction de la marche.» Les chefs de la marche étaient donc chargés d'une très grande responsabilité pour l'exécution de l'ordre de marche de l'unité, mais la responsabilité principale reposait sur celui qui avait donné l'ordre au guide de la marche, le commandant de la troupe.

Lors de missions en haute montagne, il s'agissait dans la plupart des cas de détachements d'un effectif de groupe ou section, conduits par un officier ou sous-officier formé dans ce domaine et expérimenté.

La responsabilité principale du commandant ayant donné l'ordre de la mission est confirmée par le fait que celui-ci, en principe, équipait un tel détachement de moyens de communication pour pouvoir intervenir en cas de difficulté. Ainsi, lors de divergences entre le chef de la marche et les spécialistes techniques, il aurait pu trancher. Les spécialistes, responsables des aspects techniques (techniques en montagne, connaissance des dangers, choix de l'itinéraire etc.) ne portaient pas de responsabilité de conduite.

Comment le DDPS aurait-il dû réagir après l'accident?
De mon point de vue, le DDPS – je ne juge qu'en simple observateur des médias – a franchement échoué lors de l'information après l'accident. Je me demande ce que dirait le chef d'information d'une armée voisine, car au lieu que le commandant responsable au DDPS ou le chef du département lui-même informe rapidement et de manière transparente sur cet événement attristant, des fragments d'informations et des suppositions de différentes personnes ont circulé pendant plusieurs jours dans les médias. Croit-on vraiment, à Berne, qu'aucun citoyen de ce pays ne

Suite page 2

L'épidémie de fièvre aphteuse en Angleterre est-elle due à un essai de dissémination du virus effectué par un laboratoire américain?

hd. Depuis quelques années, certains événements touchant la médecine vétérinaire retiennent l'attention: les noms des médicaments sont nouveaux et anglais. Des produits qui avaient fait leurs preuves pendant de longues années ont disparu du marché. La médecine vétérinaire serait-elle le champ d'expérimentation de médicaments destinés aux hommes depuis que l'Amérique bushienne a assoupli et raccourci les procédures d'examen des médicaments en médecine humaine? Notre industrie pharmaceutique doit gagner la lutte concurrentielle globale, a déclaré Bush il y a deux ans environ au moment de l'introduction des nouvelles directives. L'OFSP et l'Office vétérinaire fédéral ne contrôlent pas les médicaments étrangers «car les dossiers que fournissent les laboratoires sont excellents», a déclaré l'OFSP récemment.

stk. Le 3 août, le ministère britannique de l'agriculture (*Department for Environment, Food and Rural Affairs [DEFRA]*) a fait état de cas de fièvre aphteuse chez les bovins d'une ferme du Surrey. Le lendemain déjà, il était évident qu'il s'agissait d'un virus qui ne se trouve que dans les deux laboratoires de la firme pharmaceutique américaine *Merial* et de l'*Institut de santé animale* (IAH) situés tous les deux sur le site de recherches de Pirbright.

Il provenait de l'épidémie de 1967 en Angleterre et portait le sigle *01 BSF6-like*. Depuis lors, ce type viral n'était plus apparu dans les élevages.

L'éleveur *Roger Pride,* dont l'exploitation a été touchée la première, a affirmé que ses bêtes n'avaient pas été transportées depuis des semaines et qu'elles n'avaient eu aucun contact avec le site.

Selon le *Friedrich-Löffler-Institut (FLI)* allemand, seuls les laboratoires répondant aux normes de sécurité les plus sévères (niveau de biosécurité 4) peuvent travailler sur ce virus. Ces laboratoires sont conçus comme des enceintes scellées. Ils sont construits avec des matériaux spéciaux pour en assurer l'étanchéité. Tout le matériel et les vêtements sont désinfectés par stérilisation chimique avant de quitter le laboratoire. L'air est filtré au moyen d'un système à grand rende-

Suite page 2

SOMMAIRE

La politique agricole 2011 néglige les signes du temps — page 2
Retour à l'autonomie communale! — page 3
La destruction de l'Afghanistan — page 4
Página hispánica — page 6
Les citoyens allemands et la politique de puissance — page 8
«Les droits de l'homme à l'heure de la lutte antiterroriste» — page 9
Les débuts du mouvement Raiffeisen suisse — page 11

Les eaux usées contaminent le sol avec des virus de la fièvre aphteuse

Selon les journaux, deux centres de recherches ont éliminé leurs déchets dans le tout-à-l'égout et ces derniers ont ainsi pénétré dans le sol. Personne n'a porté plainte contre cette pratique. Le gouvernement a déjà autorisé le transport des bêtes saines. L'infection n'a pas continué à se propager.

Par le passé déjà, des centres de recherches ont éliminé leurs déchets de cette manière. La société Monsanto, dont le siège principal est aux Etats-Unis, a provoqué une contamination semblable chez des enfants et a été jugée coupable et sanctionnée. Un phénomène identique s'est produit il y a quelques années au pays de Galles, entraînant la mort de plusieurs fermiers. Les déchets contenaient notamment des dérivés d'Agent Orange qui ne pouvaient avoir été fabriqués que par Monsanto.

Le gouvernement va examiner les environs des centres. Je ne dispose d'aucune information selon laquelle des enquêtes pénales visant les centres de recherches seraient en cours mais je suppose que l'on va demander des comptes aux responsables.

Le syndicat agricole prendra des mesures en faveur des fermiers.

Comme il n'y a pas eu de nouveaux cas, les mesures de confinement des bovins ont été levées. On devrait vacciner les troupeaux du voisinage immédiat et interdire l'abattage des animaux sains. Les centres de recherches doivent être contraint de détruire leurs déchets et de ne pas s'en débarrasser dans le tout-à-l'égout.

Jose MacDonald, Wales

La politique agricole 2011 néglige les signes du temps

par Reinhard Koradi, Dietlikon

La *Politique agricole 2011 (PA 2011)* vise la libéralisation et la compétitivité internationale de l'agriculture suisse. Il s'agit indubitablement d'obéir à tyrannie de l'OMC qui exige une économie de marché illimitée. Pour pouvoir participer à l'OMC et à l'UE, on néglige les mécanismes de protection de la production alimentaire indigène qui ont fait leurs preuves et on aggrave le changement structurel, c'est-à-dire la disparition des paysans. Quoiqu'une politique agricole d'avenir exige depuis longtemps, en raison de la pénurie d'aliments riches, sains et naturels, un retour à la souveraineté alimentaire. Au cours des derniers mois, la tendance à la pénurie alimentaire, perceptible depuis des années, s'est accentuée. Récoltes déficitaires, catastrophes naturelles, conflits armés réduisent la production agricole. En outre, la production d'énergie à partir d'aliments précieux (éthanol) menace sérieusement l'approvisionnement alimentaire. Eu égard aux 800 millions de personnes qui souffrent de la faim et à la croissance démographique mondiale, il faut refuser catégoriquement cette folie commise au nom de la «lutte contre le réchauffement climatique». Malgré des appels sérieux notamment de l'*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)*, on a déjà investi des centaines de milliards de dollars dans la production d'«énergie bio». Ces investissements apportent des profits juteux aux groupes énergétiques et agro-alimentaires mais de nouvelles catastrophes naturelles, la famine et la misère à la population mondiale.

Nous ne pouvons plus nous permettre une politique agricole mondiale

Etant donné ces perspectives, ni la Suisse ni aucun autre pays ne peut se permettre une politique agricole axée sur le marché mondial. L'histoire nous a prouvé depuis longtemps que ce marché échoue face aux principaux problèmes de l'humanité: la faim, la pauvreté et la destruction de l'environnement. Une telle économie ne vise que trois objectifs: des prix d'approvisionnement les plus bas aux dépens des producteurs, des prix de vente maximaux aux dépens des consommateurs et des profits maximaux pour une petite minorité. Aussi est-il du devoir des Etats de sauvegarder les biens et les services vitaux pour leurs citoyens. Cela suppose une protection complète des infrastructures nécessaires à la production. Quant aux aliments, cela signifie qu'il faut protéger les terres agricoles et promouvoir la diversité et la structure des exploitations, le savoir-faire agricole et la qualité des produits.

Une sécurité d'approvisionnement maximale nécessite des petites structures décentralisées – locales et régionales – de production et de distribution. Ce qui veut dire qu'il faut mettre fin au démantèlement brutal de l'économie agricole et le remplacer par une politique qui encourage les petites et moyennes exploitations.

Retirer l'agriculture du régime de l'OMC

L'alimentation est une question de survie et elle ne peut pas être abandonnée à on ne sait quelles forces diffuses du marché. Celui qui n'a rien à manger devient vulnérable au chantage si bien qu'une souveraineté alimentaire solide est dans l'intérêt de chaque Etat. Il est donc indispensable de libérer l'alimentation des chaînes de la mondialisation et de la ramener à la responsabilité exclusive de l'Etat. La première mesure consiste à retirer l'agriculture du régime de l'OMC. Si le Conseil fédéral et le Parlement ne veulent pas reconnaître ce fait, les citoyens doivent élever la voix. Avec le référendum sur la PA 2011 nous, le peuple, imposons un temps de réflexion nécessaire à redonner à l'agriculture enfin la place qu'elle mérite. Il s'agit de préparer aujourd'hui le terrain si nous voulons bénéficier demain d'aliments sans OGM et de qualité supérieure. Il faut donc revenir aux produits indigènes et être prêts à les payer un prix convenable qui sauvegarde la survie des paysans. •

On peut télécharger les feuilles de signatures du référendum sur le site *www.lavrille.ch*

«L'épidémie de fièvre aphteuse …»
suite de la page 1

ment (HEPA) qui piège les particules les plus fines. Les employés doivent suivre un protocole de sortie spécial: prendre une douche au désinfectant chimique, ranger leur combinaison dans un placard spécial puis prendre une douche ordinaire.

Il est donc naïf, ridicule et fallacieux de la part des autorités de parler d'«inondation».

La *Frankfurter Rundschau* du 7 août cite le microbiologiste *John Oxford.* Pour lui, la dissémination du virus pourrait provenir de ce qu'il «n'a pas été complètement inactivé lors de la préparation du vaccin. Cela s'est déjà produit par le passé, quoique jamais à Pirbright. On a constaté qu'il était assez difficile d'inactiver ce virus à 100%. C'est un agent pathogène très résistant.» Pour John Oxford, il est possible que le vaccin avec lequel *Merial* traitait un troupeau cobaye ait été encore un peu infectieux et qu'il ait atteint les bovins de l'élevage en question par contamination aérienne.

Une autre question se pose: le laboratoire a-t-il utilisé le second élevage pour un essai à l'air libre? Les médias eux-mêmes émettent l'hypothèse que les virus pourraient avoir été disséminés volontairement.

On sait que cette souche a la propriété d'être infectieuse sur de longues distances et qu'il suffit d'une petite quantité de virus pour provoquer une infection. Les laboratoires sont capables aujourd'hui de créer des vaccins à partir de différents virus. Récemment, deux nouveaux vaccins vétérinaires ont été autorisés: on a fusionné le virus de la variole du canari, des parties du virus de l'influenza équin et le virus de la leucémie féline. Des vaccinations massives d'animaux domestiques équivalent à une tentative de large dissémination dont les conséquences sont incalculables. Il n'existe aucune étude indépendante des firmes pharmaceutiques sur le comportement de ces virus recombinés. Ainsi la question se pose notamment de savoir si le virus de la variole du canari, qui ne se reproduit habituellement pas dans les autres espèces, ne pourrait tout de même pas se répliquer si un gène quelconque venait à déclencher le processus de réplication. Et il n'est pas certain que les virus ne puissent pas se détacher les uns des autres et créer une nouvelle association virale.

La firme américaine fabrique, semble-t-il, de grandes quantités de vaccin. Selon le rapport du ministère britannique de la Santé du 7 août, il est question de 10 000 litres. Et cela se passe dans un pays où la vaccination contre la fièvre aphteuse est interdite.

Il a été impossible de savoir à quels pays ces vaccins sont livrés, car il s'agirait d'un «secret industriel». Or on sait que la Turquie et Israël ont leurs propres vaccins. Les deux élevages anglais étaient-ils alors des cobayes de l'industrie pharmaceutique? Est-ce volontairement que les animaux ont été sacrifiés et les éleveurs ruinés? Les paysans, qui craignent à juste titre pour leur bétail, envisagent de porter plainte contre la firme américaine.

Il est curieux que les chemins de la zone touchée aient été fermés beaucoup plus tard et que les cadavres aient été transportés par camions de la ferme touchée au Somerset malgré l'interdiction de transporter des animaux.

De même, on ne comprend pas que *Debby Reynolds,* la vétérinaire en chef de Grande-Bretagne, veuille acheter 300 000 doses du vaccin *Merial* contre la fièvre aphteuse, prétendument par mesure de précaution. On ne connaît pas l'ampleur de ce contrat bien qu'il s'agisse d'argent des contribuables. Le rédacteur en chef du «Guardian» *John Vidal* parle de «secret commercial».

Les éleveurs supposent que la firme va profiter de cette crise et qu'elle va vendre son vaccin. Mais peut-il y avoir un secret commercial quand la population et l'agriculture sont en danger? Il faut tout faire pour demander des comptes au laboratoire ou au groupe *Merial*. On nous a également laissés dans l'ignorance lorsque, le 20 juin, un employé de l'*Institut de santé animale* a contracté la maladie du légionnaire.

Peu de personnes savent qu'il n'y a pas que les Etats-Unis et la Russie qui font des recherches sur les armes biologiques mais également des laboratoires situés en Europe comme *Porton Down*, en Angleterre. *Merial* travaille aussi sur ces virus dangereux. •

Dans le comté de Surrey

Dans le comté de Surrey on pratique surtout l'élevage de bétail. Selon *Hugh Broom,* il y a entre 600 et 700 entreprises agricoles, «de la grande entreprise au petit producteur autarcique». Le problème, en Surrey, ce n'est pas le marché agricole, mais celui de l'immobilier. «Nous sommes à peine capables de nous doter de personnel, parce que les appartements sont tellement chers.» Pourquoi donc ne pas tout simplement vendre ou abandonner le terrain pour bâtir? «On ne tolèrera jamais cela», dit Broom. «Voilà une merveilleuse contrée juste aux portes d'une grande ville de 7,5 millions d'habitants. Le week-end, les Londoniens affluent ici pour faire de l'équitation ou des randonnées – nous voulons que cela reste.»

Source: Neue Zürcher Zeitung du 8/8/07

«L'armée suisse actuelle …»
suite de la page 1

connaît le comportement en montagne aussi bien qu'eux?

Le divisionnaire Heer a prétendu que l'unité de montagne était nécessaire pour assurer l'entretien des installations militaires situées en altitude, surtout lors de mauvais temps et quand l'hélicoptère ne peut pas voler. Que pensez-vous de cette explication?
La formation de haute montagne d'antan avait donc le but de garantir que les troupes de montagne qui n'existent plus aujourd'hui soient opérationnelles et mobiles. Si on affirme aujourd'hui que leur tâche est d'assurer l'entretien des installations militaires en montagne, je ne le comprends pas parce que j'en vois mal la nécessité temporelle et technique puisque ces installations-là disposent de suffisamment d'autonomie et sont entretenues par d'autres spécialistes. Il est peu probable qu'on envoie de tels détachements en montagne pendant une période de mauvais temps, et s'il fait beau les hélicoptères reprennent leurs vols comme chacun le sait. M. Heer ne sait-il pas que ces installations sont souvent reliées à la vallée par des téléphériques et qu'aujourd'hui, une visite de la caserne d'Andermatt inspire des idées tout à fait différentes quant aux réelles tâches de ces spécialistes du service alpin.

Et que peut-on observer à Andermatt?
Eh bien, on y voit des troupes étrangères qui s'entraînent et qui sont formées par l'armée suisse dans des cours spéciaux.

Quel sens ont, aujourd'hui, les spécialistes du service alpin?
Après qu'on ait éliminé dans l'armée actuelle d'autres unités, plus importantes encore pour la défense du pays, je me demande aussi si la formation de haute montagne dans l'armée d'aujourd'hui s'impose encore. Je suppose que le WEF (Forum économique mondial) et le Championnat européen de football 08 n'auront pas besoin de ces spécialistes-là.

Où aurons-nous donc besoin d'eux?
A l'intérieur du pays sûrement nulle part, mais probablement à l'étranger.

Notre armée remplit-elle aujourd'hui encore le mandat que lui prescrit la constitution?
Il y a plus de 10 ans que je ne m'occupe plus activement des tâches de l'armée, mais j'observe toujours d'un œil attentif, aussi bien que possible, comment le DDPS s'acquitte de ses devoirs. Ainsi, comme soldat à la retraite et comme citoyen de ce pays, je me pose souvent la question de la mission – de l'organisation – de l'équipement et des moyens – et de la formation de notre armée, mais bien dans cet ordre-là!

Ce qui se manifeste aujourd'hui, c'est la confusion des mesures à prendre dans les domaines de l'organisation, des moyens et de la formation, tout cela sous prétexte de «produire de la sécurité», ce qui aboutira finalement au chaos. Se rend-on compte des suites qu'aura cette attitude au DDPS et au sein de l'armée?

Les tâches de l'armée en tant qu'instrument politique, ancrées dans notre constitution, sont tombées dans l'oubli. Comment est-ce qu'on remplit la tâche, imposée par le droit international, de la défense de notre pays souverain (dissuasion)? Si elle n'est plus ni possible ni valable, il faut rapidement réexaminer son importance et sa nouvelle mission, ce qui est une tâche politique.

Nos politiciens fédéraux, oseront-ils enfin réanalyser et rédiger la nouvelle tâche? Ce ne sont pas les devoirs principaux de la politique de pratiquer, des années durant, de la pure tactique électorale qui sert avant tout les besoins personnels des politiciens. Pendant les périodes de paix, ces besoins fleurissent à l'excès.

Si la Confédération a ôté aux cantons toutes leurs compétences quant à la défense du pays, elle devra aussi accepter que c'est elle qui porte la responsabilité. L'impression que l'armée actuelle se transforme de plus en plus en intrus au sein de notre démocratie, se manifeste presque quotidiennement dans nos médias. Malheureusement!

Merci beaucoup pour cet entretien. •

La fièvre aphteuse

L'agent pathogène de la maladie qui s'attaque aux artiodactyles est un virus dont le nom scientifique est Picornavirus.

On connaît aujourd'hui 7 types de ce virus – A, O, C, SAT 1, SAT 2, SAT 3 et ASIA 1 – et plus de 60 sous-types. Il n'existe pas, entre les 7 types, de protection croisée, c'est-à-dire qu'après une infection par un type de virus, les bêtes ne sont pas immunisées contre les autres types.

La période d'incubation dure jusqu'à 8 jours mais la plupart du temps, les symptômes apparaissent au bout de 3 jours. La température est élevée, des aphtes (vésicules) apparaissent dans la cavité buccale – où ils provoquent une production excessive de salive filandreuse ou écumeuse – sur les mamelles et les onglons. Les bêtes se mettent à boiter. Presque tous les animaux infectés présentent des signes cliniques. La maladie est bénigne chez les adultes. Les bovins meurent dans 2 à 3% des cas, les veaux dans 50 à 70% des cas.

Les anticorps de la mère protègent le veau lorsque le virus est endémique (*Krauss* et al., 2004). Le problème, chez les veaux, est que les lésions des muqueuses les empêchent de boire et qu'ils doivent être nourris artificiellement.

Retour à l'autonomie communale!

Initiative populaire pour le rétablissement des communes du canton de Glaris

par Marianne Wüthrich, docteur en droit, Zurich

Mai 2006: A la Landsgemeinde on propose par une mesure inattendue la fusion des 27 communes de Glaris pour en faire 3 grandes. Les citoyennes et citoyens, confus par les différentes variantes proposées – le maintien des communes existantes ou la fusion en 10, 7 ou 3 communes – votent finalement par une petite majorité pour le projet des 3 grandes communes, projet qui n'était pourtant pas à l'ordre du jour. La fusion des communes est prévue jusqu'au 1er janvier 2011. Les communes qui ne fusionnent pas «volontairement» jusqu'à la fin de 2010 n'existeront plus à partir du 1er janvier 2011 «sans autre prise de décision».

(photo hs)

Ces dernières années nous avons vécu en Suisse pas mal d'atteintes à la démocratie directe et à l'autonomie communale, telles que les fusions de communes tessinoises et valaisannes forcées par les parlements cantonaux contre le gré de la population. Mais ce qui a été décidé à la Landsgemeinde de Glaris – canton primitif de la démocratie – est sans précédent: Au nom de la Constitution, les communes seront forcées à la fusion sans être consultées préalablement!

Des citoyennes et citoyens de Glaris interviennent

Juillet 2007: Une année plus tard un «Comité pour un Glaris démocratique, fair-play et efficace» s'est formé, qui veut soumettre la décision de la Landsgemeinde de l'année dernière à un nouveau vote. Il s'agit d'un comité hors partis constitué de citoyennes et de citoyens de tout âge et de différentes couleurs politiques. Les 2000 signatures nécessaires pour la convocation d'une Landsgemeinde extraordinaire ont été récoltées en très peu de temps. Il est évident que le désir d'une nouvelle décision correspond à un grand besoin de la population. L'argument principal du comité porte sur le fait que les fusions forcées contre la volonté des communes concernées soient rendues impossibles. C'est ce que l'article 118 de la Constitution du canton de Glaris prévoit. On attend avec grand intérêt la deuxième décision de la Landsgemeinde.

L'autonomie communale – pilier principal de la démocratie et du fédéralisme

En tant que citoyenne originaire du canton de Schaffhouse, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt les discussions sur les fusions de communes d'abord dans le canton de Schaffhouse et maintenant dans le canton de Glaris.

Le débat actuel entre hommes politiques et experts du développement-organisation concernant la «grandeur idéale» des communes parle souvent des prétendus avantages économiques des fusions de communes sans prendre en considération l'importance des communes telles qu' elles se sont développées au cours des siècles précédents.

Le rang politique des communes suisse disposant d'une large autonomie est unique en son genre. L'autonomie communale est un pilier important du système fédéral et démocratique suisse. Pour les Suisses, le droit de décision politique au sein de leurs communes autonomes fait partie intégrante de la qualité de vie. La décision des populations sur l'existence de leur commune constitue la base de toute autonomie communale. Les cantons, et par conséquent également la Landsgemeinde de Glaris, doivent tenir compte du droit à l'autodétermination et ne peuvent pas forcer la fusion des communes. L'article 50, alinéa 1 de la Constitution fédérale selon lequel l'autonomie communale est garantie «dans le cadre du droit cantonal» ne peut pas être interprété pour donner au législateur cantonal le droit d'éradiquer l'essentiel de l'autonomie communale.

Des fusions forcées violent l'autonomie communale

«Dans le canton de Glaris nous nous vantons d'une large autonomie et indépendance des communes. – Chaque commune doit voter sur la question de savoir si, avec qui et dans quelles conditions elle veut fusionner ou non.» C'est ce qu' a déclaré *Werner Stauffacher* de Glaris dans le quotidien régional «Fridolin» en mars 2006.

Les petites communautés sont à tous égards les plus aventageuses

D'ailleurs, l'argument principal pour les fusions communales, qui est depuis des années le même et qu'on entend partout dans le pays – à savoir qu'une grande commune serait moins chère que plusieurs petites communes – est de plus en plus clairement réfuté: L'autorité communale du canton de Zurich a déclaré le 11 juillet 2006: «Le potentiel d'économies est en général surestimé. Les économies ne peuvent pas être précisément pronostiquées et sont difficiles à démontrer après coup.» Malgré tout Zurich, la place économique numéro un en Suisse, incite ses communes en majorité déjà grandes à fusionner. A quoi bon?

En vérité les avantages des petites communautés se trouvent à tous les niveaux: Elles travaillent de manière moins bureaucratique, plus efficace et meilleur marché et offrent à leurs habitants, et avant tout à la jeunesse un système de protection sociale.

Afin d'évoluer en tant que place économique les communes de Glaris ont besoin d'une stimulation efficace de l'activité économique et d' idées créatives. Certes la région de Glaris a une situation géographique spécifique mais cela apporte aussi des avantages! C'est évident que les communes s'associent selon leurs forces afin de pouvoir assumer leur futur; c'est ce qu'elles font depuis toujours. Si elles veulent fusionner formellement ou organiser leur coopération d'une autre manière, ceci doit rester l'affaire originale de chaque commune. •

Inondations du siècle en Suisse

md. Des chutes de pluie intensives pendant plusieurs jours ont provoqué des inondations et des glissements de terrain en Suisse. Plusieurs régions ont été coupées de la circulation et des gens ont dû être évacués. Des dizaines de milliers de pompiers, de membres de la protection civile, de policiers et de professionnels étaient en action pour parer aux dangers menaçants et pour aider dans les situations d'urgence. Les soldats de l'armée suisse ont aussi donné un appui supplémentaire – un engagement à l'intérieur du pays très apprécié, contrairement aux abus de plus en plus fréquents de nos soldats comme hommes de main de l'OTAN belligérante. Grâce à ces divers engagements le pire a pu être évité.

Les états-majors locaux et cantonaux ont bien collaboré pour coordonner cette intervention difficile. A tout moment, de nouveaux avis de catastrophe arrivaient et demandaient de nouvelles adaptations du plan d'intervention. Les expériences de longue date et la collaboration pluridisciplinaire ont rendu possible dans beaucoup de cas l'évacuation préventive et la protection de maisons, d'usines ou de quartiers entiers. Déjà un jour après la publication des images des régions ravagées la vie normale a repris son chemin. Les innombrables aides ont pu retourner sur leur lieu de travail dont ils avaient été dispensés pour pouvoir participer à l'aide en cas de catastrophe, selon le système de milice.*

Cette forme d'organisation permet aux communes de disposer à chaque instant d'un nombre d'hommes et de femmes bien formés pour agir correctement et rapidement en cas d'urgence. Les pompiers et les membres de la protection civile reçoivent une excellente formation. Tous ceux qui ont déjà pu profiter de ces services ont pu se rendre compte de la compétence, de la responsabilité et de la façon réfléchie avec laquelle ces gens remplissent leurs devoirs, parfois dans des situations extrêmement dangereuses, et ils le font de manière désintéressée pour le bien commun.

Cette manière profondément enracinée en Suisse d'accomplir les tâches communes à l'aide du système de milice s'est avérée excellente. C'est pourquoi le système de milice, qui est partie intégrante de notre démocratie directe, doit continuer à être cultivé et promu.

* Système de milice: En Suisse, cette notion comprend l'engagement du citoyen pour le bien commun, c'est-à-dire qu'il s'engage, à côté de son travail professionnel, p. ex. dans les domaines de la politique, des sapeurs-pompiers ou de la protection civile.

Sous quel pavillon navigue la Banque nationale suisse?

par Reinhard Koradi, Dietlikon

La crise immobilière aux Etats-Unis s'est annoncée et pourtant les bourses paniquent. Les banques nationales jettent des sommes de milliards à trois chiffres sur le marché pour sauver une fois de plus le système financier mondial dérapé. La Banque centrale européenne espère, surtout, empêcher les dégâts du système bancaire par des injections financières et ainsi calmer les marchés financiers nerveux. Depuis des années, le pouvoir d'achat du dollar agonise à cause de l'augmentation de la masse monétaire sans borne et de la politique d'endettement des Etats-Unis. Le déclin des valeurs immobilières ne représente qu'un mauvais présage qui nous démontre les effets de la politique d'endettement des Etats-Unis sans garantie de valeurs réelles.

Face à ce contexte économique et monétaire, la vente d'or prévue par la Banque nationale suisse n'est pas compréhensible et elle provoque des questions auxquelles le directoire de la Banque nationale suisse devrait répondre avant de poursuivre cette vente prévue – 250 tonnes d'or jusqu'en septembre 2009.

On peut supposer que le prix de l'or augmente à la longue, si le marché libre est toléré. Pourquoi donc cette hâte à vendre l'or? Les monnaies sont soumises à des pressions considérables. C'est surtout le dollar qui court un risque essentiel de dévaluation. Quelle est au fait la part du dollar dans les réserves monétaires de la Banque nationale suisse et comment les recettes de la vente d'or sont-elles investies? Selon les directives du Fonds monétaire international FMI, la Suisse a perdu son droit à la couverture-or du Franc suisse, mais il est toujours permis d'investir des réserves monétaires en or. Est-ce qu'il y a des raisons concrètes qui rendent impossible à la Suisse de prendre des décisions de manière indépendante et dans l'intérêt du pays sur les ventes d'or?

Les Etats-Unis, n'ont jusqu'à ce jour, entrepris ni des démarches sérieuses pour diminuer l'endettement énorme ni pour stabiliser leur monnaie. Est-ce que les autres Etats doivent, une fois de plus, financer la politique économique, monétaire et budgétaire erronée des Etats-Unis en dilapidant entre autres leurs réserves d'or? •

La destruction de l'Afghanistan

*par Matin Baraki, Marburg**

La destruction des structures étatiques de l'Afghanistan a déjà débuté en 1979. L'ancien directeur de la CIA et actuel ministre américain de la Défense Robert Gates écrit, dans ses mémoires, que les services de renseignements américains ont déjà commencé à soutenir les islamistes afghans six mois avant l'intervention soviétique fin 1979. Le conseiller à la Sécurité du président américain Jimmy Carter, Zbigniev Brzezinski, confirmait également que celui-ci avait signé le 3 juillet 1979 la première directive sur le soutien secret de l'opposition islamique contre le régime de Kaboul.[1] Ensuite a eu lieu l'intervention soviétique et de cette manière le conflit afghan s'est internationalisé. Il ne s'agissait plus en premier lieu de l'Afghanistan mais de faire du pays un Vietnam pour l'URSS. L'Afghanistan a été victime de cette stratégie. Près de 30 ans plus tard, il n'y a pas de fin prévisible à la tragédie afghane.

Les chefs de tribu se réunissent lors d'un Loya Djirga, un procédé fondé sur les principes de la démocratie directe que l'Europe pourrait prendre pour modèle. (photo keystone)

Après l'expulsion des Talibans en 2001, il existait une chance réelle de reconstruire l'Etat afghan. Encore pendant la guerre menée par les USA contre l'Afghanistan, une conférence internationale a eu lieu sous l'égide formelle de l'ONU en 2001 au cours de laquelle le fondement du statut futur du pays a été édifié.[2] Ce n'est pas en Afghanistan par les Afghans mais à Petersberg près de Bonn que l'itinéraire a été tracé et qu'un gouvernement a été formé sous la pression des représentants américains présents, qui étaient plus de 20, avec la participation de trois islamistes et d'un groupe monarchiste. *Hamid Karsai,* qui avait entretenu des relations étroites avec la CIA depuis le début de la guerre civile afghane et qui se trouvait sur un bateau de guerre américain dans l'océan Indien, a été nommé président intermédiaire. Comme ce gouvernement n'avait ni légitimité ni soutien en Afghanistan, il a – selon le modèle colonial – été accompagné à Kaboul par une «troupe de protection», la «Force internationale d'assistance à la sécurité» (FIAS) – formée par des soldats issus avant tout des Etats de l'OTAN – et a aussi été protégé sur place par cette troupe. Petersberg était une conception néoconservative.

«L'Afghanistan ouvre le chemin aux interventions internationales de la Bundeswehr»

Les Allemands ont participé à l'instrumentalisation de l'Afghanistan et ouvert le chemin pour des interventions internationales. Comme dans le passé, une «solution militaire» du conflit a été favorisée. L'Afghanistan est, lors, depuis devenu une véritable place d'entraînement des USA et de l'OTAN où les nouvelles armes, parmi lesquelles des armes interdites par le droit international, et la capacité d'intervention des soldats sont testées.

Les élections – «une action américaine grossière»

Le peuple afghan a été mis ainsi devant un fait accompli. Sur la base de la feuille de route de Petersberg, plusieurs processus électoraux ont été effectués entre 2002 et 2005. En décembre 2001, Karsai a pris ses fonctions en tant que Premier ministre et a été ensuite élu en juin 2002 lors d'une *Loya Djirga* (assemblée du conseil), où 24 voix de plus que le nombre de députés présents ont été données.[3] A l'entrée de la tente électorale, les représentants ont été forcés par des ministres et des gouverneurs à signer qu'ils allaient voter pour Karsai.[4]

Préalablement à ces élections, les USA ont dépensé 10 millions de dollars pour lui acheter des voix. Début janvier 2004, une constitution a été adoptée lors d'une autre *Loya Djirga* et l'Afghanistan a été proclamé République islamique. En 2004, les élections présidentielles ainsi que les élections parlementaires ont été organisées, durant lesquelles la menace, la violence, le meurtre et l'achat de voix était de règle. Le «New York Times» a décrit la manière dont ces élections ont eu lieu, soit comme «une action américaine grossière».[5] Lors de toutes ces activités, la communauté internationale était présente: Les Nations Unies avec leur envoyé pour l'Afghanistan, *Lakhdar Brahimi,* l'Union européenne avec son représentant, le diplomate espagnol *Francesc Vendrell,* et les Etats-Unis comme acteur principal avec leur ambassadeur *Zalmay Khalitzad.* Toutes les résolutions décisives ont été prises soit par le bureau de Karsai soit par l'ambassade américaine. Aussi bien les représentants de l'ONU que ceux de l'UE se sont laissés instrumentaliser par les USA et ont fait un signe de tête approbateur. De cette manière, ils ont perdu leur neutralité et leur crédibilité. Il était donc logique, que l'OTAN, lors de son sommet du 28 juin 2004 à Istanbul, ait décidé de déposséder la «troupe de protection» FIAS de ses pouvoirs, respectivement de la subordonner à son propre commandement. Selon un plan élaboré au quartier général de l'OTAN, le pays a été divisé entre les occupants en quatre secteurs à peu près égaux en grandeur.[6] Ainsi, la fonction de surveillance de l'ONU, la souveraineté et l'indépendance de l'Afghanistan ont été pratiquement abolies.

Les USA et l'OTAN prévoient de rester longtemps dans le pays

Cette humiliation des Afghans est la base de la résistance grandissante. Tant que l'occupation militaire et la manipulation par l'étranger dureront, aucune paix, aucune reconstruction et aucune solution civile au conflit ne sera possible en Afghanistan. Comme les USA et l'OTAN prévoient de rester très longtemps dans le pays, ils ont créé pour cela des conditions politiques et militaires correspondantes. Avant même les élections parlementaires, Karsai avait convoqué une prétendue «conférence nationale» où 100 personnes de son entourage se sont rassemblées. Elles lui ont donné le pouvoir de conclure un contrat avec les USA sur la base duquel les troupes états-uniennes pouvaient rester pour un temps indéterminé en Afghanistan.

Le cabinet de Kaboul composé à 50% d'Afghans américains

Est-ce que l'Afghanistan a un gouvernement souverain et indépendant? Le cabinet actuel de Kaboul comprend plus de 50% d'Afghans américains, le reste sont des Euro-afghans et quelques «Warlords» complaisants. En plus, il y a les conseillers américains, qui sont présents, sans exception, dans tous les ministères et qui ont un pouvoir décisionnel.

Le 11 septembre 2001 est devenu le motif de la guerre contre l'Afghanistan, bien que celle-ci ait été planifiée de longue date, car déjà en juin 2001 l'administration Bush en avait informé le Pakistan, son partenaire régional, comme l'a confirmé l'ancien ministre des Affaires étrangères du Pakistan *Naiz Naik*.[7] Fin septembre 2006, l'ancien président américain *Bill Clinton* se vantait d'avoir aussi planifié une telle guerre contre l'Afghanistan.[8] Sous l'égide formelle de l'ONU, le pays a été dégradé à l'état de protectorat soumis à la communauté internationale. Depuis le début des années 90, la «fiducie»[9] et le «protectorat libéral», qu'on désigne également par «impérialisme libéral» sont utilisés de l'extérieur comme moyen de propagande en prétendant qu'ils sont une chance pour le «nation-building» et la démocratisation. Les «failing states» (Etats défaillants) doivent être placés pour un certain temps sous l'administration internationale et l'on défend la cause d'un «nouvel interventionnisme» des pouvoirs occidentaux avec un mandat militaire «robuste».[10]

En Afghanistan, cette «théorie» a été mise en pratique. Comme la communauté internationale est constituée en grande partie par les pays de l'OTAN sous contrôle américain, elle a elle-même des préjugés et est partiale. Elle ne peut pas résoudre les problèmes du pays – au contraire, elle est devenue une part du problème. Puisque l'ONU a contribué de manière essentielle à la création du protectorat et s'est ainsi discréditée, elle ne peut plus prendre une fonction de direction adéquate et crédible.

Comme les protectorats sont en fait des colonies, les problèmes ne peuvent dans le meilleur des cas qu'être déplacés, dans le pire des cas ils s'aggravent. Comme on le voit pour l'Afghanistan, on n'arrive à aucune solution.

99% de l'ensemble des marchandises sur le marché afghan sont des importations

C'est justement à cause du statut de protectorat que l'économie afghane a été détruite. Comme le ministre de l'Economie à Kaboul, *Mohammad Amin Fahrang,* l'a déclaré, 99% de l'ensemble des marchandises sur le marché afghan sont des importations. Toute chance de développement est ôtée à l'économie indigène. Comme les barons de l'héroïne sont intégrés dans l'appareil étatique, ils utilisent le «boom économique» pour laver leur argent sale. Ils investissent seulement dans le secteur du luxe – hôtels, maisons et produits alimentaires – pour le besoin des étrangers solvables. Une reconstruction pour les couches plus larges de la population n'a pas lieu. Le taux de chômage s'élève à environ 70%[11], à certains endroits, avant tout dans l'Est et le Sud, jusqu'à 90%. Là, déjà 80% de la population sympathisent avec les Talibans.[12] Les habitants d'un village au Sud du pays ont déclaré qu'on leur avait promis des paysages florissants; maintenant, ils se rendent compte que depuis presque six ans l'Occident «raconte un tas de mensonge et fait de fausses promesses».[13] Le programme de retour au pays pour les réfugiés afghans, soutenu avec des millions de dollars par l'ONU, est voué à l'échec parce que ceux-ci ne trouvent ni travail ni logis. Les 50 000 combattants des meneurs de guerre, libérés dans le cadre de la démobilisation, s'ajoutent non seulement à l'armée des chômeurs, mais sont devenus un facteur de déstabilisation, de criminalité et de troubles. Comme ils ne peuvent pas trouver d'occupation rémunérée, soit ils retournent vers leurs meneurs de guerre, soit ils rejoignent les Talibans ou *Al Kaida*. La situation de sécurité n'a jamais été aussi mauvaise que depuis la chute du régime des Talibans. Les puissances occupantes réagissent par des bombardements massifs et sans égards. Les victimes sont des milliers de personnes civiles, des femmes et enfants, de simples villageois.

La population va de plus en plus mal. Même à Kaboul, ni l'approvisionnement en eau ni en électricité ne fonctionne. A cause de la situation sanitaire catastrophique, des épidémies de choléra répétées se déclarent pendant les mois d'été. Seulement une petite minorité peut se permettre des soins médicaux adéquats. Certes, le traitement dans les hôpitaux publics est officiellement gratuit mais sans bakchichs, il n'y a rien à faire. Le prix des loyers en ville sont devenus exorbitants, même pour les personnes qui ont du travail.

La solution pour la pacification de l'Afghanistan serait la formation d'un gouvernement représentatif

Il existait une alternative à cet itinéraire erroné, déjà tracé à Petersberg, pourtant elle n'a jamais été discutée. Le seul et meilleur chemin praticable pour la pacification de l'Afghanistan aurait été la formation d'un gouvernement représentatif dans le pays et pas dans un endroit éloigné, quelque part à l'étranger. Les élections pour une *Loya Djirga* auraient dû être pratiquées sous le contrôle très sévère, non pas de la «communauté internationale» mais des Etats non-alignés, de la conférence des Etats islamiques, des syndicats internationaux, des organisations pacifiques et de femmes et lors de cette assemblée représentative, un gouvernement provisoire et des commissions pour l'élaboration d'une constitution ainsi que des lois concernant les partis et les élections auraient dû être élus. Je suis persuadé qu'un tel procédé aurait donné des résultats tout autres que ceux d'aujourd'hui découlant de Petersberg. Un gouvernement, élu par le peuple, aurait également peu à craindre à Kaboul. Dans le pire des cas, on aurait pu, si une protection militaire avait été nécessaire à court terme, la demander auprès des Etats proches du pays comme les Etats non-alignés et les Etats islamiques. Comme on le sait, l'Afghanistan appartient à ses membres fondateurs.[14] Ainsi, on aurait coupé l'herbe sous les pieds des Islamistes, car l'Afghanistan ne serait pas occupé par les «chrétiens sans foi» et le «grand Satan». Ce choix alternatif était dès le départ, indésirable. Même aujourd'hui, il n'est toujours pas trop tard, de suivre ce chemin et de corriger les erreurs de Petersberg.

Les ONG font fonction de gouvernement de substitution et détruisent l'économie afghane

Une reconstruction durable, qui serait un combat contre la faim et qui profiterait à tous les Afghans, doit avoir priorité. Les milliards de dollars, promis au pays lors de diverses conférences internationales par les pays donateurs, déposés sur un compte spécial de la *Banque mondiale*, retournent dans les poches des pays donateurs en passant d'abord par les 2500 «Organisations non-gouvernementales» (ONG) stationnées à Kaboul et dotées de tous les pouvoirs et qui «trop souvent travaillent l'une contre l'autre au lieu d'œuvrer main dans

Suite page 5

---

* Matin Baraki, docteur en philosophie, né en 1947 en Afghanistan, a travaillé dans ce pays en tant qu'enseignant, avant de venir en Allemagne. Aujourd'hui, il est spécialiste de l'Afghanistan et rapporteur en politique du développement, ainsi que chargé d'enseignement de la politique internationale à l'Université Philipps de Marburg.

Retranchés dans des bunkers pour 40 ans

Le député CDU au Bundestag Willy Wimmer parle de l'obstination des Américains à continuer la guerre en Afghanistan et de celle du gouvernement fédéral allemand à ne pas songer à un retrait

Le Canada pourrait avoir retiré ses soldats de l'Afghanistan jusqu'en 2009. En Corée du Sud, la décision du retrait est déjà prise – en Italie, la présence militaire dans l'Hindou Kouch reste très controversée. Partout, les considérations d'un retrait se fondent sur la situation de sécurité précaire. En Allemagne, la discussion a également éclaté, car, en automne, le Bundestag devrait prolonger les mandats pour la participation allemande à la FIAS et l'OEF (Operation Enduring Freedom) ainsi que l'engagement des Tornados.

«freitag»: Récemment, vous avez dit après un entretien avec le président afghan, qu'Hamid Karzai vous a expliqué que les Américains auraient pu terminer la guerre en Afghanistan il y a trois ans déjà, mais qu'ils n'avaient pas voulu. Je vous ai cité correctement?
Willy Wimmer: Exactement, c'est ce que *Karzai* m'a dit lors de cette rencontre et pour moi il n'y avait pas de doute: Il ne peut y avoir de meilleur témoin principal pour une telle considération que le président lui-même, qui juge les faits depuis une perspective complexe.

Qu'est-ce qui aurait fait agir les Américains de la façon dont Karzai a eu l'impression?
On arrive à penser à toute une gamme de causes, elles vont de l'incapacité politique jusqu'à la tentative de se cramponner dans la région pour des centaines d'années. Des remarques britanniques entendues récemment à Berlin portent également à croire: qu'on penserait à s'organiser pour une durée de 40 ans de présence en Afghanistan.

A quoi vous référez-vous?
A des rapports sur une conférence du ministre allemand de la Défense, *Jung*, à laquelle étaient présents de hauts officiers britanniques. Quand on entend cela, des doutes importants se manifestent en ce qui concerne l'engagement allemand. La mission pour la FIAS comprend une contribution constructive pour établir les autorités afghanes et assurer la paix. Seulement, que reste-t-il de cela si les Américains, lorgnant sur des concurrents futurs comme la Chine et l'Inde, cherchent le conflit permanent en Afghanistan? Ou bien s'il veulent absolument maintenir leur présence à cause de la confrontation avec Téhéran? Rien qu'en envisageant cela, les paroles de Karzai citées ci-dessus sont de nature à nous effrayer profondément.

Parce que la présence militaire américaine en Afghanistan est basée sur un motif géo-stratégique qui mène beaucoup plus loin que la lutte conjurée contre le terrorisme?
C'est évident. Nous l'avons déjà vécu, lors de la guerre contre la Yougoslavie en 1999, où l'on a eu recours à la notion d'«intervention humanitaire» en érigeant des façades pour justifier une intervention militaire. Les Etats-Unis utilisent toutes les notions de combats que les Britanniques ont déjà utilisées de leur côté au 19e siècle pour imposer mondialement leurs intérêts coloniaux. Cela va de l'«intervention humanitaire» jusqu'au «changement de régime». Souvent, les buts cachés derrière la façade sont tout à fait autres qu'humanitaire. Prenons l'exemple du Darfour; ici, on ne mentionne jamais de considérations géo-stratégiques quand on prend la situation difficile du Soudan en exemple pour examiner à fond des variantes d'interventions. La même chose a lieu, depuis des années, en Asie centrale, où les Américains se sont assuré depuis longtemps la mainmise sur les ressources naturelles qui sont d'une valeur existentielle au 21e siècle.

Par conséquent, en Afghanistan, la Bundeswehr soutient les plans géo-stratégiques des Etats-Unis.
Si l'image doit être dessinée telle que le président l'a fait, il n'y a pas de doute que d'autres motivations de poids existent à côté de celles qu'on mentionne en Allemagne pour notre engagement.

Egalement la situation précaire au Pakistan?
Il faut mesurer le temps qui reste au président *Musharraf* dans sa fonction politique plutôt par semaines que par années. Depuis longtemps, il ne peut plus quitter son siège fortifié à Islamabad – sans risquer d'être victime d'un attentat. Voilà la situation oppressante d'un pays qui – par l'aide d'on ne sait qui – possède des armes nucléaires et se trouve dans une guerre non déclarée avec l'Afghanistan. Il s'agit d'un conflit où l'enjeu est l'espace vital des tribus pashtounes comprenant à peu près 30 millions de personnes. Leur cohésion est fortement endommagée par l'ancienne frontière coloniale britannico-russe. Alors, comble de malheur, le régime frontalier devient de plus en plus rigide pour empêcher le Pakistan de tomber en morceaux. Les Pashtounes s'opposent de toutes leurs forces à ces restrictions – et une partie de cette opposition, ce sont les Talibans. A Islamabad, d'ailleurs, on peut entendre que les Etats-Unis ont toujours de bons contacts avec les Talibans.

Le président Karzai, lui aussi, est Pashtoune. Comment se comporte-t-il par rapport à cette guerre non déclarée?
Il y a quelques semaines, on pouvait voir des images de Washingtonà à la télévision où figuraient messieurs *Bush*, Musharraf et Karzai. Les scènes donnaient l'impression d'une déclaration de guerre non-verbale. Entre les présidents de l'Afghanistan et du Pakistan, régnait tout sauf une entente. Les rapports sont tendus à l'extrême, ce qui n'a rien à voir avec le terrorisme international, mais au contraire avec les divergences fermentant depuis des dizaines d'années, et avec la volonté des Pashtounes de vivre ensemble dans un territoire. Mais cela menace, à part les tendances séparatistes au Béloutchistan, à Karachi ou dans le Pounjab, l'existence de l'Etat du Pakistan, car l'Afganisthan pourrait, grâce aux Pasthounes, élargir son territoire.

Où en sont les Américains?
Pour le moment, ils font tout pour rendre impénétrable la frontière entre les deux Etats. Seulement, les tribus pashtounes vivant le long de cette ligne longue de 2600 kilomètres, ne veulent tout simplement pas se faire imposer où ils auraient à vivre. Ainsi, le combat est mené contre tout un peuple – et c'est les Talibans qui en profitent.

Une frontière impénétrable – qu'est-ce que cela veut dire?
Des champs de mines et des barbelés. Mais avant tout, on a stationné, à la demande des Américains, 80 000 soldats pakistanais dans les territoires du nord du Pakistan, près de la frontière afghane. Ce qui est significatif, c'est que les Pakistanais ont pris les victimes civiles qu'il y a eu dans la région lors des attaques aériennes des Etats-Unis sur leur propre compte pour ne pas donner l'impression de n'avoir plus rien à dire.

Pourquoi, face à tout cela, se fait-il qu'ici, en Allemagne, on réfléchisse si peu aux stratégies politiques de retrait concernant l'Afghanistan?
Parce qu'on ne veut pas admettre dans quel imbroglio d'intérêts on s'est laissé prendre. Quand on porte ses regards sur les années quatre-vingt-dix, on doit constater que les Etats-Unis ont tout fait, à l'époque, pour contrôler les importations de pétrole et de gaz d'Asie centrale – depuis le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan – pour le Pakistan et l'Inde. C'est là l'une des raisons essentielles de tout ce qui nous saute à la figure, aujourd'hui. Une fois dans la région, il faut adresser la demande urgente au gouvernement fédéral de faire tout ce qui est possible pour faire rentrer nos troupes. Il est vrai que c'est très difficile en ces temps où *Frank-Walter Steinmeier* est ministre des Affaires étrangères. C'est lui qui était l'architecte en chef de la politique de *Gerhard Schröder* qui nous a conduits dans cette aventure.

Sans changement de politique pas de retrait …
… c'est pourquoi il faut faire une autre politique à l'OTAN et au Conseil de sécurité; le gouvernement Bush doit être prêt à respecter le droit international lors de l'Operation Enduring Freedom, menée par lui-même, et à reconnaître la Cour internationale à La Haye, afin que les violations du droit international puissent y être poursuivies. Au lieu de cela, la direction actuelle de la guerre en Afghanistan correspond à une production interminable d'adversaires avec lesquels la Bundeswehr doit aussi se quereller dans les territoires où elle est stationnée. Ce qui ne peut pas continuer non plus, c'est le fait que – comparant le total des dépenses – on dépense 900 euros pour l'engagement militaire contre 1 euro pour l'aide civile de reconstruction. Et en même temps, nous devons entamer le dialogue politique avec les chefs de tribus pour pacifier le pays. Mais, si j'y vais uniquement pour bombarder les gens, sans tenir compte si ce sont des combattants ou des civils, cela ne peut que mener à une fin terrible. Les 40 ans prévus par les Britanniques semblent alors réalistes.

Dans peu de temps, le Bundestag va décider de la prolongation des mandats pour la FIAS, Enduring Freedom et l'engagement des Tornados. Attendez-vous des surprises?
Celui qui vote la prolongation de ces mandats dans les conditions décrites ci-dessus, vote pour notre présence militaire en permanence dans l'Hindou Kouch, pas comme amis, mais comme soldats retranchés dans des bunkers et s'inquiétant de leur propre sort. Il contribue à ce que nous soyons retenus en Afghanistan pour des raisons qui sont exclusivement soumises à la compétence de décision d'un autre Etat.

C'est-à-dire les Etats-Unis.
C'est ça.

Etes-vous parmi ceux qui disent qu'on devrait se retirer de l'OEF mais rester dans la FIAS?
D'abord, si le gouvernement fédéral demande au parlement la prolongation des trois mandats en question, il contribue à ce que, bientôt, nous devions peut-être quitter l'Afghanistan dans des conditions indignes. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai cité le président afghan, pour rendre évident qu'il aurait pu y avoir de meilleures conditions pour un engagement allemand en Afghanistan, il y a trois ans, si le gouvernement fédéral d'alors s'était donné la peine d'influencer les Américains. Je n'ai jamais eu en connaissance que que Gerhard Schröder ou Frank-Walter Steinmeier l'aient jamais essayé.

Etes-vous opposé à la prolongation des trois mandats?
Nettement opposé, et cela en commun avec mon collègue de la CSU, *Peter Gauweiler.* Dès le début, j'ai été opposé à tout engagement militaire dans l'Hindou Kouch. •

Source: *freitag* du 3/8/2007 (propos recueillis par *Lutz Herden;* Traduction *Horizons et débats*)

«La destruction de l'Afghanistan»
suite de la page 4

la main».[15] Les ONG font fonction en fait de gouvernement de substitution et détruisent encore davantage l'économie afghane. Les entreprises indigènes obtiennent d'elles très peu de commandes. L'Afghan français, *Ramazan Bachardoust*, naïf et plein d'énergie, a été délégué à Kaboul selon le vœu du gouvernement français et nommé par Karsai ministre de la Planification. Lorsqu'il a voulu dévoiler les machinations des ONG – qu'il «désigne comme le nouvel *al-kaida* en Afghanistan»[16] – il a été congédié par Karsai.[17]

La perspective économique de l'Afghanistan repose dans le découplage des structures économiques quasi-coloniales et dans une orientation vers une coopération régionale avec les pays voisins plus développés au niveau industriel, notamment l'Inde, la Chine, l'Iran et le Pakistan, ainsi que dans une coopération avec les pays du Sud.

En tant que protectorat soumis à l'OTAN, l'Afghanistan n'a pas de perspective politique ni économique, encore moins un avenir pacifique. De plus, la «solution militaire» favorisée par l'OTAN ne peut se faire. Même si elle existait, elle serait un «avaleur de ressources» gigantesque et elle se trouverait en désaccord éclatant avec une solution politique. Depuis 2002, 82,5 milliards de dollars ont été dépensés en Afghanistan pour la guerre, contre seulement 7,3 milliards pour la reconstruction. «Ainsi les dépenses militaires dépassent de 900% les dépenses accordées à l'aide.»[18] La supériorité de l'OTAN concernant la technique des armes en Afghanistan a conduit à une barbarisation de la guerre.

L'élite afghane s'est déjà vendue à divers degrés aux puissances occupantes. Les fondations internationales sont vraiment à la recherche de l'intelligentsia politique qui se laisse acheter. Ainsi, le «National Democratic Institute for International Affairs» (Institut national démocratique pour les Affaires internationales) de l'ancienne ministre des Affaires étrangères *Madeleine Albright* s'est chargé des parlementaires de Kaboul ayant un passé de gauche. A l'exception de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* (fondation Rosa Luxembourg), toutes les autres fondations allemandes liées aux partis politiques ont leurs activités à Kaboul.

Un proverbe afghan dit: «L'arbre dit à la hache, si ton manche n'était une partie de moi, tu n'aurais pas pu m'abattre.» Les USA essaient maintenant de vaincre les peuples avec leurs propres armes. Nous vivons maintenant «dans un monde, où la soumission est considérée comme vertu ou du moins comme une preuve de talent, dans un monde où est loué ce qui ne se vend pas», comme l'écrivain uruguayen *Eduardo Galeano* l'a constaté.

Les néoconservateurs se trouvent devant les ruines de leur doctrine militaire. En Afghanistan, les puissances impériales n'ont pu dans le passé remporter aucune victoire. Les nouvelles puissances ne pourront pas non plus s'établir durablement dans l'Hindou Kouch. Il est grand temps que l'Occident remette en question sa stratégie pour préserver l'Afghanistan contre la spirale de la violence incontrôlée. •

(Traduction *Horizons et débats*)

1 Cf. Les Révélations d'un Ancien Conseiller de Carter, «Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes …», ds. «Le Nouvel Observateur» 15–21/1/1998, p. 76.

2 Baraki, Matin: Afghanistan nach «Petersberg», in: *Blätter für deutsche und internationale Politik*, Bonn, 47e année, 2002, N° 2, p. 147–150.

3 Cf. «Karsai fordert Einigkeit und Opferbereitschaft», ds. «Frankfurter Rundschau», 14/6/2002, p. 2.

4 Cf. Pohly, Michael: Am Anfang war der Wahlbetrug, in: Bedrohte-Völker-Pogrom, Göttingen, N° 218 (2/2003), p. 8. *www.gfbv.de/dokus/dossiers/afghanistan/pohly_pog218.htm.*

5 Cité d'après: Paasch, Rolf: Stunde der Strippenzieher, ds.: «Frankfurter Rundschau», 19/6/02, p. 3.

6 Cf. Nato hofft auf baldige Ausweitung von *Isaf*, ds: «Frankfurter Allgemeine Zeitung», 29/10/04, p. 7.

7 Cf. Hahn, Dorothea: Vergebliche Suche nach der «goldenen Brücke», in: «TAZ», 3–4/11/01

8 Cf. Leyendecker, Hans: «Ich habe es versucht», ds.: «Süddeutsche Zeitung», 25/9/06, p. 2.

9 Ulrich Menzel de l'Université de Braunschweig est un fervent partisan de cette «théorie».

10 Cette «théorie» est défendue par le Professeur Menzel de l'Université technique de Braunschweig et par le Professeur Franz Nuscheler de l'Université de Duisbourg.

11 Lüders, Michael: Nur die Milliarden aus dem Ausland halten Karsai an der Macht, ds: «Frankfurter Rundschau», 24/4/06, p. 6.

12 Cf. Möllhoff, Christine: «Westen hat in Afghanistan versagt», ds. «Frankfurter Rundschau», 14/9/06.

13 op. cit.

14 D'autres membres fondateurs des Etats non-alignés étaient l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie et la République Fédérale de Yougoslavie.

15 Fischer, Karen: Afghanistan kommt nicht zur Ruhe, ds. Hintergrund Politik, *Deutschlandfunk*, 26/6/06, 18h40.

16 Busse, Nikolas: Böse Blicke, ds. «Frankfurter Allgemeine Zeitung», 4/6/05, p. 3.

17 Cf. Koelbl, Susanne: Versickernde Milliarden, ds.: *Der Spiegel*, N° 13, 26/3/05, p. 117.

18 Möllhoff, Christine: «Westen hat in Afghanistan versagt», op. cit.

La destrucción de Afganistán

*por Dr. Matin Baraki, Marburgo**

La destrucción de las estructuras estatales en Afganistán comenzó ya en 1979. El ex-Director de la CIA y actual Ministro de defensa Robert Gates escribió en sus memorias que los servicios secretos norteamericanos, con el apoyo de islamitas afganos, habían comenzado con esta tarea, ya seis meses antes de la invasión soviética, a fines de 1979. También Zbigniew Brzezinski, el consejero de seguridad del presidente americano Jimmy Carter, confirmó que éste había firmado, el 3 de julio de 1979, la primera directiva sobre el apoyo secreto a la oposición islamita en contra del gobierno de Kabul.[1] Después vino la intervención soviética y con ella la internacionalización del conflicto en Afganistán. Ya no se trataba de Afganistán sino de convertir a ese país en un Vietnam para URSS. Afganistán fue la víctima de esta estrategia y hoy, después de 30 años, no se dislumbra el fin de la tragedia.

Después de la expulsión del talibán, en 2001, se dió una buena posibilidad para reconstruir el estado afgano. Todavía durante la guerra de EEUU contra Afganistán, se llevó a cabo una conferencia internacional bajo la égida de la ONU, a fines de 2001, en la que se fijaron las bases para la futura posición del país.[2] Esas decisiones no fueron tomadas por afganos en Afganistán, sino en el Petersberg, cerca de Bonn, donde un gobierno fue formado presionado masivamente por veinte representantes de EEUU, y en el cual había tres grupos islamitas y uno monárquico. *Hamid Karsai,* quien desde el comienzo de la guerra en Afganistán mantuvo estrechas relaciones con la CIA, y en ese momento se encontraba en un barco de guerra de la marina norteamericana en el océano índico, fue nombrado presidente interino de Afganistán. Como ese gobierno no tenía ni legitimación ni el apoyo del pueblo afgano, tuvo que ser acompañado a Kabul por tropas internacionales de «protección» del «International Security Assitance Force» (Isaf). Estas tropas, en su mayoría provenientes de los estados pertenecientes a la OTAN, siguieron velando por su seguridad. Petersberg fue una concepción neocon.

«Afganistán como apertura para acciones de la Bundeswehr en todo el mundo»

Los alemanes han contribuído a instrumentalizar Afganistán como apertura para acciones de la Bundeswehr en todo el mundo. Al igual que en el pasado, se favoreció una «solución» militar para el conflicto. Afganistán se ha convertido en un campo de entrenamiento de los EEUU y la OTAN, donde se prueban el rendimiento de los soldados y las armas más nuevas, también las proscriptas por el derecho internacional.

Las elecciones «una burda acción norteamericana»

El pueblo afgano se vió así confrontado a hechos consumados. De acuerdo a las decisiones de Petersberg, se realizaron varias votaciones entre 2002 y 2005. En diciembre de 2001 Karsai fue nombrado primer ministro y después, en junio 2002, en una *Loya Djirga* (reunión de consejo), en la cual hubo 24 votos más que el número de representantes presentes, fue elegido presidente.[3] En la entrada de los escrutinios, ministros y gobernadores obligaban a los diputados a firmar comprometiéndolos así a votar por Karsai.[4]

Anteriormente a esas elecciones, EEUU había invertido 10 millones de dólares para comprar votos. A comienzos de 2004, en otra *Loya Djirga* se dictó una constitución que proclamaba Afganistán como república islámica. En 2004 hubo elecciones presidenciales y en 2005 elecciones parlamentarias, en las que amenazas, violencia, crímen y compra de votos estaban a la órden del día. El «New York Times» señaló la manera cómo se llevaron adelante esas elecciones, como una «burda acción americana».[5] En todas estas acciones estaba presente la comunidad internacional: las Naciones Unidas, con su delegado para Afganistán, *Lakdar Brahimi,* la Unión Europea con su representante, el diplomático español *Francesc Vendrell,* y los EEUU a la cabeza, con su embajador *Zalmay Khalilzad.* Las decisiones más importantes fueron todas tomadas en el despacho de Karsai o en la embajada norteamericana. Tanto representantes de la ONU como de la OTAN, se dejaron instrumentalizar por EEUU inclinando la cabeza en señal de asentimiento hacia las decisiones tomadas. Así renunciaron a su neutralidad y su credibilidad. Fue entonces lógico que la OTAN, en su reunión cumbre del 28 de junio de 2004 en Estambul, decidió relevar a la tropa de protección *Isaf* y ponerla bajo el comando de la OTAN. Por medio de un plan de operaciones del comando central de la OTAN, el país fue dividido, entre los ocupantes, en cuatro sectores iguales.[6] De esta manera, quedaron prácticamente anuladas las funciónes tutelares de la ONU y la soberanía de Afganistán.

Jefes tribales acuden conjuntamente a una Loya Djirga, un proceder democrático directo, del cual Europa podría tomar un ejemplo. (foto keystone)

EEUU y la OTAN se han propuesto quedarse en el país por largo plazo

Esa humillación de los afganos es el suelo fértil donde crece la resistencia. Mientras continúe la ocupación militar y la dominación extranjera en Afganistán, no habrá ni paz ni reconstrucción, ni tampoco una solución civil del conflicto. Como EEUU y la OTAN se han propuesto quedarse en el país por un largo plazo, han creado, para estos efectos, las necesarias premisas militares y políticas. Antes de las elecciones parlamentarias, Karsai había llamado a una «Conferencia Nacional» a la que acudieron 100 personas allegadas a él. Ésta le otorgó a Karsai, el poder de firmar un contrato con los EEUU, que garantizaba a las bases militares norteamericanas la permanencia en Afganistán por tiempo indeterminado.

En el gabinete de Kabul el 50% son afganos americanos

¿Tiene Afganistán un gobierno independiente y soberano? En el actual gabinete en Kabul, más del 50% son *afganos americanos,* el resto son euro-afganos y algunos condescendientes warlords. A ellos se suman los asesores norteamericanos que están presentes sin excepción en los despachos de administración pública, con voz y voto en todas las decisiones.

El 11 de septiembre se dió como motivación para la guerra, aún cuando ésta ya estaba planeada desde mucho antes. Ya en junio del 2001, la administración Bush había informado a su aliado Paquistán al respecto, según lo confirma el ex-ministro del exterior de Paquistán, *Naiz Naik.*[7] A fines de septiembre de 2006, incluso el ex-presidente norteamericano *Bill Clinton* se vanagloriaba de haber planeado esa guerra contra Afganistán.[8] Bajo la protección formal de la ONU, se degradó el país a un protectorado de la comunidad internacional. Desde comienzos de los años noventa, la «administración fiduciaria»[9] y el «protectorado liberal» también denominado «imperialismo liberal», se propaga desde fuera como una posibilidad para una «nation building» y democratización. Los «failing states» deberán estar por largo tiempo bajo administración internacional y un «nuevo intervencionismo» de las potencias occidentales, apoyado por un «robusto» mandato militar.[10] En Afganistán se puso en práctica esta teoría. La mayoría de la comunidad internacional, al formar parte de la OTAN bajo comando norteamericano, es por lo tanto parcial y partidaria. No puede solucionar los problemas del país por ser ella misma parte del problema. La ONU, al haber participado en gran parte en la creación del protectorado, se ha desacreditado y no puede ya asumir una función directiva que sea adecuada y creíble.

Como los protectorados son de hecho colonias, los problemas sólo se pueden aplazar, o incluso, empeorar. Pero no solucionar, como es evidente en el caso de Afganistán.

99% de los productos en el mercado afgano son importados

Justamente la condición de protectorado, ha destruído la economía afgana. Como lo señaló el ministro de economía en Kabul, *Mohammad Amin Farhang,* el 99% de los productos en el mercado afgano, son importados. A la economía nacional se le quitan todas las posibilidades de desenvolverse. Los barones de la heroína, al ser parte del aparato estatal, utilizan el «boom económico» para el blanqueo de capital. Invierten en ramas de lujo – hoteles, casas y productos alimenticios – para extranjeros adinerados. Una reconstrucción para amplios sectores de la población, prácticamente no existe. La desocupación es de un 70%[11] en algunos lugares, en otros, sobre todo al oeste y al sur, del 90%. Allí ya un 80% son simpatizantes del talibán.[12] A los afganos se les prometió un futuro floreciente, y ahora, después de seis años, constatan que occidente «cuenta un montón de mentiras y hace falsas promesas»,[13] decían habitantes de un pueblo al sur del país. El programa financiado por la ONU por varios millones, para el regreso de refugiados afganos, está condenado al fracaso por no haber ni trabajo ni viviendas. Los 50 000 combatientes de los warlords, que han quedado cesantes a causa de la desmovilización, no sólo aumentan el número de desocupados, sino que constituyen un factor de inestabilidad, criminalidad y agitación. Al no encontrar ninguna ocupación rentable, o bien vuelven a su Warlord o se alistan al talibán, es decir *Al-Qaeda.* La seguridad es tan precaria como después de la caída del talibán. Las fuerzas de ocupación reaccionan con bombardeos masivos y despiadados. Las víctimas son de la población civil, mujeres y niños, gente humilde de los pueblos.

La población está cada vez peor. Incluso en Kabul no funciona el abastecimiento de agua y electricidad. Debido a las condiciones catastróficas de sanidad, en los meses de más calor en verano, brOTAN epidemias de cólera. Sólo una minoría reducida puede financiarse una atención médica adecuada. Oficialmente, el tratamiento en los hospitales estatales es gratuito, pero sin pagar propinas no funciona. Los precios de los alquileres en la ciudad son inalcansables, incluso para aquellos que tienen trabajo.

El camino hacia la pacificación de Afganistán sería el establecer un gobierno representativo

Con respecto a las directivas equivocadas de Petersberg había una alternativa, pero ésta nunca fue discutida. El mejor y único camino hacia la pacificación de Afganistán hubiera sido el establecer un gobierno representativo en Afganistán y no en un lugar lejano del exterior. Bajo un estricto control no de la «comunidad internacional» sino de los estados no pertenecientes a un bloque, de la conferencia de los estados islámicos, los sindicatos internacionales, organizaciones femeninas y de paz, se tendría que haber elegido una *Loya Djirga* y ese consejo representativo a su vez haber elegido un gobierno provisorio y una comisión para redactar una constitución y como se hacen las elecciones, con partidos y leyes electorales. Estoy convencido, que un tal procedimiento hubiera tenido resultados muy distintos a los actuales de Petersberg. Un gobierno elegido por el pueblo, no tendría nada que temer, tampoco en Kabul. En el peor de los casos, si por corto tiempo la protección militar hubiera sido necesaria, haberla pedido a los estados cercanos al país, como los países no pertenecientes a un bloque y los estados islámicos. Afganistán pertenece, como es sabido, a los miembros fundadores.[14] Con ésto se les tapaba la boca a los islamitas, ya que Afganistán no estaría ocupada por «cristianos herejes», o «el gran Satanás». Esta alternativa, sin embargo, fue rechazada desde el comienzo. Pero, aún hoy, no es demasiado tarde para ponerla en práctica y corregir los errores de Petersberg.

ONGs hacen las veces de un gobierno substituto y destruyen la economía afgana

En un reencauzamiento económico, debe tener prioridad la lucha contra el hambre y el beneficio para todos los afganos. Los miles de millones de dólares que se les prometió al país en diversas conferencias internacionales y que están depositados en una cuenta especial del *Banco Mundial,* vuelven a fluir en los países donantes a través de 2500 «Non governmental Organizations» estacionadas en Kabul, con amplios poderes las que, frecuentemente «no trabajan en conjunto sino una en contra de la otra».[15] Las ONGs hacen las veces de un gobierno sustituto y continúan destruyendo la economía afgana. A las empresas nacionales no se les da casi encargos. *Ramazan Bachardoust,* el ingenuo y enérgico afgano-francés, fue enviado a Kabul a pedido del gobierno francés y Karsai lo nombró Ministro de planeamiento. Cuando intentó poner al descubierto los manejos de las ONGs llamándolas «el nuevo *Al-Qaeda* en Afganistán»,[16] Karsai lo despidió.[17]

Las perspectivas económicas para Afganistán hacen necesario el abandono de estructuras económicas semicoloniales y el orientarse a una colaboración regional con naciones vecinas industrializadas como India, China, Irán y Paquistán, así como una cooperación entre los países del sur.

Como protectorado de la OTAN, Afganistán no tiene ni perspectivas económicas ni políticas, ni hablar de un futuro en paz. Por otro lado, la «solución militar» favorecida por la OTAN, no puede resultar. Aún cuando fuera posible, sería una gigantesca «deglución de recursos» además de estar en absoluta contradicción con una solución política.

Desde 2002 los costos de la guerra han llegado a 82,5 mil millones de dólares mientras que para la reconstrucción se invirtieron 7,3 mil millones. «De esta manera los costos militares superan a los de ayuda en 900%.»[18] La superioridad técnica del armamento de la OTAN ha llevado a barbarizar la guerra en Afganistán.

La élite afgana de tendencias diversas, se ha vendido ya a los ocupantes. Las Fundaciones internacionales están a la pesca de una élite intelectual que sea políticamente sobornable. El «National Democratic Institute for International Affairs» de la ex-ministra del exterior norteamericana *Madeleine Albright*, por ejemplo, se ocupa de parlamentarios con un pasado de izquierda. En Kabul están activas todas las fundaciones partidarias alemanas exceptuando el *Rosa Luxemburg-Stiftung.*

Un proverbio afgano dice: «El árbol le dice al hacha: si tu mango no fuera una parte de mí, no podrías haberme talado.» Los EEUU buscan vencer a los pueblos con sus propias armas. Estamos viviendo en «un mundo en él que el sometimiento es considerado una virtud o por lo menos una muestra de talento. En un mundo, en el que, al que no se vende, se lo alquila», como lo formuló el escritor uruguayo *Eduardo Galeano.*

Los neocons están confrontados con su doctrina militar hecha pedazos. En el pasado, las viejas potencias imperiales no lograron vencer en Afganistán. Y las nuevas tampoco van a lograr instalarse en Hindukush por tiempo ilimitado. Ya es hora que occidente desarrolle una estrategia para liberar a Afganistán de un espiral de violencia incontrolable. •

(Traducción *Horizons et débats*)

---

* Dr. phil. Matin Baraki, nacido en 1947 en Afganistán, trabajó allí como profesor antes de ir a Alemania. Hoy es experto en lo que concierne Afganistán y en la política de desarrollo y docente de política internacional en la Philipps-Universität de Marburgo.

[1+] Notas a pie de página ver artículo francés, p. 5

Fidèles jusqu'à la fin

Malgré la guérilla sanglante en Hindou Kouch, Berlin mise sur la victoire finale

par Jürgen Rose, Munich

La violence ne cesse d'augmenter dans les zones de combats d'Afghanistan. Sans se préoccuper des pertes, les troupes d'occupation et leurs adversaires indigènes se livrent une guérilla inhumaine. Ce que disait le grand cynique américain *Henry Kissinger* à propos du désastre vietnamien se vérifie de plus en plus: «L'armée perd tant qu'elle ne gagne pas mais la guérilla gagne tant qu'elle ne perd pas. Et le slogan officiel selon lequel c'est l'Allemagne que l'on défend en Hindou Kouch révèle de plus en plus nettement sa monstrueuse niaiserie.

Les citoyens allemands pris en otage, les attentats à la bombe contre des soldats de la Bundeswehr, les massacres d'Afghans innocents par les troupes d'occupation, toute cette terreur quotidienne loin du pays ne réussit pas à faire changer d'avis les responsables politiques. Les questions dictées par le scepticisme, les objections à la «guerre contre le terrorisme» imposée par les Etats-Unis sont une exception. Ce qu'a déclaré récemment la ministre de la Justice *Brigitte Zypries* mérite pourtant d'être relevé: «La question n'est pas de savoir si nous devons ou non tuer *Ben Laden* mais pourquoi, après six ans, nous ne l'avons pas trouvé.»

Mais ce que *Willy Wimmer,* voix inflexible mais solitaire du groupe parlementaire CDU, a déclaré à propos de la croisade anti-terroriste que mène l'occident en Hindou Kouch est littéralement sensationnel: «Le Président afghan m'a dit confidentiellement il y a quelques semaines, que les Américains auraient pu finir la guerre il y a trois ans. Je me demande pourquoi cela ne s'est pas produit.» Willy Wimmer en conclut pertinemment que «nous devrions plutôt nous demander s'il y a des forces qui tiennent à empêcher un retrait d'Afghanistan et non si nous voulons ce retrait.»

Il devrait effectivement s'agir ici du fin mot de l'histoire. En Allemagne, le débat actuel sur l'Afghanistan reflète exactement le propos de cet excellent connaisseur de la situation là-bas. Il est évident que la question du retrait de cette guérilla que tous les experts militaires considèrent comme perdue représente une rupture de tabou aux yeux des parties au conflit. En effet, on tergiverse sur de minimes déplacements de lignes de front devant permettre à l'Allemagne de se retirer de l'«Opération Liberté immuable» (OLI), c'est-à-dire de la guerre criminelle menée dans le Sud et l'Est de l'Afghanistan sous le commandement des Etats-Unis. Il serait alors d'autant plus facile de poursuivre le mandat de la FIAS – opération de stabilisation légitimée par l'ONU et placée sous le commandement de l'OTAN – en envoyant des Tornados.

Toutefois, les partisans de cette stratégie sont victimes d'une illusion colossale: il y aurait d'une part «bonne» mission, pacifique, celle de la FIAS et d'autre part une «mauvaise» mission, belliqueuse, celle de l'OLI, les deux n'ayant rien à voir l'une avec l'autre. Or cela ne correspond pas à la réalité de l'engagement en Hindou Kouch. Premièrement, la FIAS et l'OLI ne sont absolument pas distinctes mais étroitement coordonnées, comme le montre notamment l'utilisation commune des avions de reconnaissance Tornado.

Deuxièmement, avec l'extension de la mission de la FIAS à l'ensemble du pays, d'anciennes unités de l'OLI ont été placées sous un autre commandement, c'est-à-dire qu'elles poursuivent leurs combats simplement sous une autre étiquette. Il est très peu probable que les résistants afghans vont éviter de faire usage de leur arme parce que leurs cibles porteront le sigle FIAS.

Troisièmement, le sale boulot de l'OLI reste un sale boulot quand on le confie aux Alliés. Il est donc tout à fait irréaliste de croire que dans le Nord de l'Afghanistan les soldats de la Bundeswehr peuvent poursuivre leur mission «pacifique» sans problèmes tandis que dans le Sud, leurs camarades de l'OTAN poursuivent une campagne barbare dont souffre avant tout la population civile pachtoune.

Et malgré cela, la devise de Berlin est la suivante: Fermons les yeux dans l'intérêt de l'Alliance. La Sainte-Alliance atlantique est en jeu. On peut donc continuer de tuer et de mourir dans le lointain Hindou Kouch. •

* *Jürgen Rose* est lieutenant-colonel de la Bundeswehr. Dans cette contribution il défend son point de vue personnel. (Traduction *Horizons et débats*)

Qui est Al-Qaida?

La falsification des prétendues vidéos d'Al-Qaida a été prouvée

km. Des résumés d'une présentation de *Neal Krawetz,* expert en informatique américain, à l'occasion de la «BlackHat conference» pour la sécurité informatique à Las Vegas le 3 août (*http://blog.wired.com/27bstroke6/files/bh-usa-07-krawetz.pdf*) circulent actuellement dans quelques rares médias imprimés et surtout sur des sites web internationaux. Krawetz a présenté des preuves que les prétendues bandes vidéo d'Al-Qaida ont, en règle générale, été manipulées.

Les bandes vidéo d'Al-Qaida ont été retravaillées par l'entreprise américaine *IntelCenter.* A l'aide d'un exemple, Krawetz a montré comment le prétendu logo de l'émetteur d'Al-Qaida «As Sahab» a, tout comme le logo d'*IntelCenter,* été ajouté à cette bande vidéo de façon identique.

IntelCenter est une entreprise privée qui rend des «services» aux services secrets. L'entreprise collabore étroitement avec le *Pentagone,* son personnel se recrute surtout parmi les anciens collaborateurs des services secrets de l'armée américaine. L'année dernière déjà, le groupe anti-guerre états-unien «Prison Planet» avait prouvé qu'*IntelCenter* avait sous-titré des images d'Al-Qaida de l'an 2001 avec de nouveaux textes de l'an 2006.

Les jugements concernant le fait indéniable de ces falsifications diffèrent. Le 4 août, la *junge welt* a écrit: «Tout cela renforce le vieux soupçon que le Pentagone lui-même se cache derrière les menaces de l'Al-Qaida. Celles-ci ont toujours apparu à un moment où elles étaient d'une grande importance pour l'administration *Bush*.»

Il est intéressant qu'un rapport du site *Telepolis* du 7 août dénie cela en se référant, comme preuve, à une déclaration du porte-parole d'*IntelCenter* – un fait qui en dit long! Le blog politique *DaRockwilda* a expliqué le 6 août pourquoi il n'était vraisemblablement pas possible qu'il existe une entreprise de production de bandes vidéo propre à Al-Qaida, vu le niveau technique des moyens de reconnaissance actuels des services secrets: «S'il y avait vraiment une organisation terroriste mondiale de l'envergure prétendue qui dispose d'une voie de communication quelconque vers l'Occident, pourquoi cette voie n'a-t-elle pas été découverte, identifiée et utilisée pour arrêter les leaders d'Al-Qaida? Peut-être parce qu'Al-Qaida n'est qu'un fantôme de propagande des militaires bellicistes de Washington et d'autres capitales? […] N'acceptez pas qu'on vous fasse croire que les pouvoirs publics sont capables de trouver le moindre petit «téléchargeur de musique», alors qu'ils n'accepteraient jamais qu'une agence de médias des terroristes puisse produire ses petits films en toute tranquillité.» •

Les photographes dans les zones de conflits

par Vera Ziroff Gut, Kilchberg

Le *Kunsthaus Glarus* (Le Musée d'Art du Glarus) présente jusqu'au 19 août une exposition intitulée «Photographers in Conflict», une installation faite de photos et de vidéos de *Goran Galic* (photographe artiste) et de *Gian-Reto Gredig* (ethnologue). Dans des photos portraits, des images photographiques et des vidéos, les deux jeunes artistes suisses font le portrait de 32 photographes de presse qui sont quotidiennement en route dans des terrains où il y a des guerres et des catastrophes, pour nous informer de la réalité.

L'enfer sur terre

Lorsqu'on entre dans le vestibule de la grande salle d'exposition, on se retrouve dans une étroite salle cinématographique obscure, au milieu du passage du film «Hell on Earth». En face de celui qui est derrière la caméra, des hommes et des femmes, aux visages graves, énumèrent les terrains où il y a des guerres et des catastrophes qu'ils ont traversées et sur lesquelles ils nous ont informés: «La Bosnie, le Kosovo, le Karabakh, le Rwanda, la Tanzanie, Timor-Est, l'Ouganda, le Zimbabwe, la Géorgie, la Tchétchénie, Haïti, l'Amérique, la Russie, le Mexique, l'Afghanistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, la Moldavie, l'Irak, le Liban, Israël … avant de voyager vers un autre enfer sur terre. «Oui, cela semble être mon chemin», dit l'un. On imagine ce que cela veut dire quand un autre parle tout bas à soi-même: «J'ai rapporté sur trois guerres.» Et un autre ajoute de façon laconique: «Sur tout ce qui était important ces trente dernières années.» Ce sont des portraits vivants des personnalités qui, grâce à leur voix, à leur mimique et à leurs petits gestes, ont un charisme particulier.

Le film vous prépare à six installations vidéo au milieu de la salle principale, où 32 photographes de presse discutent les problèmes de leur branche, sur sujets choisis. («Publish or Perish», «The Man on the Street»), réfléchissent à leur identité professionnelle («Banging on People's Heads») ou racontent leur travail personnel («My Kind of Picture», Hours in the Darkroom», «Camera Down»), étant ainsi très proches du spectateur.

Aux murs, on peut regarder leurs portraits, de trois quarts, en grand format, dans des postures – effet étrange – d'hommes d'Etat. Ils nous donnent à voir qui se cache derrière des noms comme *Bob Strong* (Reuters), *Paolo Pellegrin* (Magnum), *Stanley Greene* (Vu) …

Pourtant on connaît les images du Viêt-Nam et d'Abou Ghraib

Ils sont presque tous d'accord sur un sujet («Publish or Perish» / Publiez ou périssez): Ils sont pour la plupart sujets à la manipulation des médias. «Les éditeurs sont pires que le ministère de l'information de Bagdad», dit l'un, et l'autre ajoute: «Ceux qui sont les pires, ce sont les éditeurs assis derrière leurs pupitres qui piquent quelques images de ton histoire à toi et qui en font la leur». *Tom Stoddart* (Ghetty Images) résume l'essentiel: «On profite de nous dans tous les cas. Mais du Vietnam à Abou Ghraib, les images finissent par être vues. Le journalisme photographique doit rapporter la vérité».

Les images peuvent aider la population qui souffre

Ce sont les photojournalistes engagés dont on voit les portraits qui, par leurs informations, veulent exercer une influence sur la vie sociale et politique et qui considèrent cela comme le commandement suprême du journalisme photographique. «Le Photojournalisme a changé beaucoup de choses», dit *Diego Levy* (Vu): «Ils faut que nous prenions des photos toujours meilleures, qui soient de plus en plus touchantes. Lorsque je suis sur le terrain, je n'ai pourtant pas ce but, je fais un reportage concret. Si ensuite celui-ci change quelque chose, c'est un très grand honneur.» Et *Goran Tomasevic* (Reuters) ajoute: «Les images sont plus fortes que les textes. Elles peuvent aider la population qui souffre.» Stanley Greene (Vu) ajoute modestement: «C'est notre but.» «Nous n'avons pas le sujet le plus populaire. Nous tambourinons sur les crânes des gens» (Banging on People's Heads). J'espère au moins qu'au 24e siècle, on regardera en arrière et que l'on dira: «Ce que l'on a fait à cette époque-là, c'était affreux, ne faisons pas les mêmes fautes.»

L'homme derrière la caméra

Si le visiteur apprend, sous le titre «My kind of portraits» de Goran Tomasevic, que celui-ci a pris une photo de l'écroulement de la statue de Saddam le jour même où son ami venait de mourir en Irak, des images affluent à son esprit, qui donnent à la photo un sens nouveau. Et s'il écoute *Peter Dejong* (Associated Press) raconter que dans la guerre de Tchétchénie, dans une situation extrêmement dangereuse, il avait photographié un homme et une femme contraints à tout quitter, par un temps glacial et dans la neige, parce que l'homme consolait la femme et que «ce faisant, il me consolait moi aussi», alors un homme commence à vivre derrière les images.

Et l'homme derrière la caméra se fait encore plus visible dans les instants où il ne prend pas de photos. Sous le titre («Camera down») beaucoup d'entre eux racontent comment ils ont dû consoler, sauver des hommes ou les laisser en paix au lieu de prendre des photos. Stanley Greene, par exemple, raconte comment un groupe de journalistes conduits pendant le cessez-le-feu de 40 heures dans une zone de combat au Liban, s'est vu confronté à un asile de handicapés. Tous ont enlevé leurs caméras et leurs vestes de sécurité encombrantes et ont chargé un handicapé sur leurs épaules. Ils les ont portés à travers barbelés et marais et ils les ont sauvés. Ce n'est qu'après qu'il ont pleinement réalisés quel danger ils avaient couru, que les Israéliens auraient pu revenir à tout instant …

C'est l'engagement et la déontologie qu'expriment les attitudes, les paroles et les expressions des photojournalistes. Grand événement pour nous que cette exposition, où Goran Galic et Gian-Reto Gredig ont, en toute modestie et simplicité, amené leurs collègues devant la caméra. •

«Photographers in Conflict», exposition dans la Kunsthaus Glaris, jusqu'au 19/8/07.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Les citoyens allemands et la politique de puissance

L'engagement de la société civile peut être un contrepoids et une source de démocratie directe

par Karl Müller, Allemagne

Pendant la Seconde Guerre mondiale déjà et surtout après, beaucoup de personnes – Allemands et non-Allemands – se sont demandé quelle était la part de responsabilité des Allemands dans les crimes du nazisme. L'éventail des opinions allait de l'attribution de la culpabilité à l'ensemble des Allemands (thèse de la responsabilité collective, défendue surtout par les Etats-Unis, qui se refléta dans les décisions de la Conférence de Potsdam en juillet et août 1945, bien qu'il y ait eu aux Etats-Unis des forces influentes qui avaient collaboré avec la dictature nazie) à une conception relevant de la théorie des classes selon laquelle tous les membres de la classe ouvrière étaient innocents et seuls les capitalistes étaient coupables. Cette dernière thèse fut celle qui présida au travail sur le passé national-socialiste dans la zone d'occupation soviétique puis en RDA.

«… il est si important que les trésors d'expérience, le sens des réalités et la force démocratique des Allemands de l'Est soient mis en valeur dans toute l'Allemagne. Rappelons-le: il y a trois ans, ce sont des citoyens de l'Est inorganisés, mais vigilants, qui ont réussi à pousser des milliers de personnes à s'opposer au démantèlement social (loi Hartz IV), à faire que chaque lundi – au plus fort du mouvement, en août 2004, dans quelque 200 villes allemandes – des citoyens se rassemblent pour protester …» (photo reuters)

Aujourd'hui, la question de la «culpabilité» ne peut être utile que si elle offre une bonne base pour considérer le passé de manière réaliste et en tirer des leçons permettant de mieux préparer l'avenir.

Le problème de la culpabilité allemande après 1945

Est-ce que ceux qui n'avaient pas tout fait, avant le 30 janvier 1933, pour empêcher la prise de pouvoir par les nazis étaient coupables? Est-ce que ceux qui étaient restés en Allemagne et n'avaient pas résisté activement étaient coupables? Ou est-ce que n'étaient coupables que ceux qui avaient participé activement aux crimes du régime? Et qu'en est-il de ceux qui ne s'étaient pas sali les mains mais qui, ayant tout intérêt à ce que les nazis arrivent au pouvoir et appliquent leur programme de destruction, n'étaient pas restés inactifs?

Ne serait-il pas plus judicieux de laisser de côté la question de la culpabilité et de se mettre en quête des manifestations d'humanité des individus même si ceux-ci s'étaient révélés coupables? C'est ce qu'a fait l'écrivain allemand *Carl Zuckmayer.* Les rapports sur les Allemands et l'Allemagne qu'il a rédigés à la demande des Américains pendant et après la guerre et qui ne sont accessibles à un large public que depuis quelques années[1] vont à l'encontre des vues répandues après la guerre.

Il faut toutefois se demander quels risques comportent la focalisation sur ce qu'il y a de bon dans l'homme et la mise à l'écart de certains aspects de la réalité. Et surtout lorsque les «coupables» ne voient pas ou ne veulent pas reconnaître leur faute.

Déchirement allemand

Qu'est-ce que cela signifie pour les Allemands d'aujourd'hui?

Au cours des derniers mois, je n'ai cessé de mettre en garde contre l'actuelle politique allemande et les forces responsables de cette politique. Cette critique est-elle prise au sérieux? Quelles conséquences en tire-t-on?

Les Allemands ont aujourd'hui un rapport contradictoire à la politique de leur pays et à leurs politiciens. Selon de nombreux sondages, la grande majorité des Allemands sont opposés aux engagements militaires de la Bundeswehr à l'étranger, au fait qu'en Allemagne le fossé entre les riches et les pauvres se creuse et qu'il y ait de moins en moins de justice sociale. Ces sondages révèlent également que de toutes les professions, c'est celle des politiciens qui a le moins de prestige.

Mais d'un autre côté, ce sont les politiciens qui, à y regarder de plus près, font le plus de tort à l'Allemagne qui occupent les meilleures places dans les sondages. C'était le cas de l'ancien ministre des Affaires étrangères *Joschka Fischer* et c'est le cas d'*Angela Merkel,* l'actuelle Chancelière. Et aux élections, on observe d'importantes baisses de la participation mais lorsque cette dernière est à nouveau élevée, on vote en général de manière «traditionnelle»: à l'Ouest, majoritairement pour les partis de la guerre et du démantèlement social que sont la CDU et le SPD. Puis loin derrière viennent l'Alliance 90/Les Verts, le FDP et maintenant également La Gauche. A l'Est, la plupart des suffrages vont à la CDU, au SPD ou à La Gauche, puis, beaucoup moins nombreux, aux autres partis. Aussi ne peut-on guère parler d'opposition marquée au Parteienstaat.[2]

A quoi cela tient-il? Sommes-nous victimes de manipulations permanentes? Effectivement, la propagande belliciste d'une partie des médias allemands, par exemple, marche à plein régime, à vous donner la nausée. Sa pire manifestation depuis longtemps a été l'article du 6 août dernier paru dans le *Spiegel.* Comment peut-on, après un tel article, acheter encore ce magazine? Ou avons-nous, Allemands de l'Ouest surtout, une conscience politique sous-développée? Nous taisons-nous trop facilement face à la politique de puissance?

Le climat des débats politiques est rude

J'ai moi-même été membre d'un parti ouest-allemand et j'ai assisté aux assemblées politiques de toutes sortes de partis d'Allemagne de l'Ouest, mais je n'ai jamais vu d'assemblée caractérisée par des débats équilibrés, ouverts et calmes. Il faut toujours que quelqu'un «s'impose», non seulement en faisant jouer les registres les plus puissants mais également en intimidant et en méprisant ceux qui pensent autrement. Cela vaut aussi bien pour les confrontations entre partis que pour celles qui ont lieu à l'intérieur des partis. En Allemagne, le climat des discussions politiques est généralement rude. Ceux qui ont une pensée nuancée, équilibrée, sensible, qui sont soucieux de trouver calmement des compromis, des solutions réalistes n'ont aucune chance et, en général, ils s'abstiennent.

A maintes reprises, ils ont essayé de développer des alternatives en fondant de nouveaux partis, mais l'histoire de l'Allemagne fédérale a été jusqu'à aujourd'hui marquée par l'échec de la plupart de ces tentatives. Des «ténors» – sans doute souvent infiltrés par les Services secrets – ont presque partout pris le pouvoir et tout détruit.

Repli sur la vie privée

Cette situation a eu pour conséquence que la grande majorité des Allemands de l'Ouest se sont détachés de la politique et consacrent leurs meilleures forces à d'autres activités. Ils observent de loin les événements politiques, ne sont pas vraiment d'accord, mais pensent qu'il est impossible de changer les choses et n'essaient même pas de le faire.

Et lorsque quelqu'un s'engage, c'est au niveau local, ou sur des questions limitées qui les concernent directement ou dans des domaines consensuels, comme l'aide aux victimes de catastrophes. C'est ainsi que sont nés de nombreux comités de défense.

Humiliations après l'adhésion de la RDA

Les Allemands de l'Est ont fait d'autres expériences. Les forces politiques et économiques qui, en 1990, ont imposé l'adhésion de la RDA à la RFA ont empêché que tous les Allemands se mettent d'accord d'égal à égal et se donnent ensemble, en tant que peuple, une Constitution, comme le prévoyait l'ancienne Constitution.

Et les citoyens de l'Ouest se sont trop peu intéressés à leurs nouveaux concitoyens. Je manque moi-même de connaissances pour parler des expériences et attitudes politiques des Allemands de l'Est avant et après 1990. Le seul fait qu'à l'Est La Gauche recueille autant de suffrages que la CDU et le SPD montre qu'il existe toujours en Allemagne des différences profondes. Et elles ne sont pas dues uniquement aux nombreuses humiliations subies par les Allemands de l'Est après 1990, les exclusions sociales et le chômage dont l'ampleur continue d'être alarmante.

Le scepticisme à l'égard des partis de l'Ouest et de leurs slogans creux est sans doute également le résultat d'une meilleure formation et d'une plus grande ouverture politiques ainsi que d'un sens plus marqué de la solidarité.

La res publica n'est pas la res populi

En ce qui concerne l'Allemagne, la conséquence est toujours la même: la *res publica* est l'affaire d'un petit nombre seulement. Elle n'a jamais été ici une *res populi.*

A cela s'ajoutent les effets de certaines attitudes d'après-guerre en Allemagne de l'Ouest. Pour la génération qui a vécu la dictature et la guerre et avait participé au système dans de bonnes intentions, un monde de mensonge et de tromperie s'est écroulé en 1945. Ceux qui avaient collaboré étaient très nombreux mais un petit nombre seulement avec des intentions criminelles. Les autres avaient perdu toutes leurs illusions et beaucoup d'entre eux ne voulaient ni parler de leur passé ni s'investir à nouveau politiquement.

Leurs enfants ont jeté le bébé avec l'eau du bain, adressé de graves reproches à leurs parents, se sont laissé endoctriner mais n'ont souvent pas été en mesure d'assumer des responsabilités en faveur de l'intérêt général. Et c'est aussi de là que viennent les forces qui donnent le ton aujourd'hui, mais pas uniquement. Parallèlement à la génération de 68, qui ne représentait qu'une minorité, se développa une génération d'individus carriéristes, avide de succès et d'influence mais souvent dépourvus du sens de la solidarité qui dominent aujourd'hui les partis «chrétiens»: membres de l'Association des étudiants démocrates-chrétiens et Jeunes démocrates-chrétiens, par exemple, qui n'avaient guère de conception éthique et politique personnelle mais voulaient faire carrière. Cependant il ne s'agissait là également que d'une minorité. Moins de 5% de la population adulte allemande sont membres d'un parti. Les autres, la majorité, ont suivi leur voie privée, sans faire de politique.

Sont-ils responsables de ce qui se passe aujourd'hui sur la scène politique allemande? Certes, on ne peut pas sous-estimer le fait que la politique de puissance exerce un effet très dissuasif et qu'on n'est pas vraiment informé, mais il ne faut pas, à une époque comme la nôtre, abandonner les affaires politiques à ceux qui font de plus en plus sombrer le pays dans le gâchis.

Ne pas abandonner la République à la classe politique

Personne n'a besoin d'être dans un parti pour faire de la politique. L'engagement civil peut être une source de démocratie directe. Il en existe beaucoup d'exemples, ne serait-ce qu'en matière de paix. Ceux qui, ces jours-ci, sur le site web allemand *Netzwerk Friedenskooperative*, jettent un coup d'œil au calendrier des manifestations de ces prochains mois, se rendra compte qu'il occupe 30 pages. Et ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.

En 1918, à la fin de la Première Guerre mondiale, le théoricien *Silvio Gesell* écrivait ceci: «Bien que les peuples aient fait la promesse solennelle de proscrire à jamais la guerre, bien que des millions de personnes proclament «Plus jamais la guerre!», malgré tous les espoirs placés dans un avenir radieux, j'ose prétendre que si l'on maintient le système monétaire actuel, l'économie fondée sur l'intérêt, nous aurons dans moins de 25 ans une nouvelle guerre encore plus effroyable.»

Il faut mettre en valeur les trésors d'expérience des Allemands de l'Est

Les appels bellicistes qui sont à nouveau censés nous induire en erreur, nous autres Allemands ont des crieurs et des commanditaires. Le respect du prochain exige que l'on informe les citoyens sur la situation afin qu'il ne nous arrive pas ce qui est arrivé à Sisyphe. En effet, il fut condamné à pousser éternellement au haut d'une montagne une lourde pierre qui retombait chaque fois.

C'est pourquoi il est si important que les trésors d'expérience, le sens des réalités et la force démocratique des Allemands de l'Est soient mis en valeur dans toute l'Allemagne. Rappelons-le: il y a trois ans, ce sont des citoyens de l'Est inorganisés mais vigilants qui ont réussi à pousser des milliers de personnes à s'opposer au démantèlement social (loi *Hartz IV*), à faire que chaque lundi – au plus fort du mouvement, en août 2004, dans quelque 200 villes allemandes – des citoyens se rassemblent pour protester … avant que des cadres de l'Ouest s'emparent du mouvement et l'étouffent. •

---

[1] Geheimreport, 2002, ISBN 3-89244-599-0; Deutschlandbericht, 2004, ISBN 3-89244-771-3

[2] «Etat de(s) partis», «régime des partis», notion forgée par Carl Schmidt: Etat dont le pouvoir se trouve essentiellement entre les mains des partis et des groupes de pression (n. d. T.)

«Les droits de l'homme à l'heure de la lutte antiterroriste»

Des lois d'exception antiterroristes à l'Etat autoritaire de haute sécurité à la Heiligendamm

ds. Si l'on avait encore besoin en Allemagne d'une preuve supplémentaire du non-respect des principes de l'Etat de droit, le gouvernement l'a donnée même plusieurs fois avec son intervention lors du sommet du G8 à Heiligendamm: Tout d'abord, préalablement au sommet, les nombreuses rafles contre les opposants à la mondialisation, qui ont ainsi été suspectés de terrorisme, les contrôles de courrier sur une large échelle et la prise d'échantillons d'odeur de manifestants potentiels. Ensuite sur place, le déploiement martial de l'armée et de la police devant une clôture grillagée qui a coûté des millions, l'arrestation de 1200 manifestants, leur enfermement dans des cages grillagées et l'engagement de Tornados, d'abord passé sous silence et finalement reconnu comme «aide administrative technique demandée par l'état-major d'organisation du G8».

Avec l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur l'engagement des Tornados de la Bundeswehr en Afghanistan et les propositions du ministre de l'Intérieur Schäuble au sujet de la lutte antiterroriste, le démantèlement des droits de l'homme et des droits civiques a été poursuivi. Dans la «Süddeutsche Zeitung» du 8 juillet, Heribert Prantl a parlé d'une «guantanamoïsation du système juridique allemand».

Face à cette grave menace pesant sur l'Etat de droit, le nouveau livre de Rolf Gössner[1] «Menschenrechte in Zeiten des Terrors. Kollateralschäden an der Heimatfront» (Les droits de l'homme à l'heure du terrorisme, dommages collatéraux sur le front national) est tout à fait d'actualité. Il pose la question de savoir si les «opérations militaires et de politique de sécurité» qui ont eu lieu depuis le 11 septembre 2001 n'ont pas causé mondialement «des dommages plus grands et plus durables à la démocratie, à la liberté, aux droits de l'homme et à la sécurité» que tous les attentats. L'auteur concède qu'à ce point de vue son livre devrait s'intituler «Menschenrechte im Zeitalter des Antiterrorkampfes» (Les droits de l'homme à l'heure de la lutte antiterroriste).

La législation antiterroriste des années 1970

Le livre a été écrit avant le sommet du G8, mais son analyse de la situation des droits de l'homme livre une quantité de faits qui font apparaître l'engagement exagéré des forces de sécurité à Heiligendamm comme la conséquence logique d'une législation antiterroriste qui avait déjà commencé dans les années 1970 et qui a été poursuivie et étendue après le 11-Septembre.

«La République fédérale, écrit Gössner, connaît depuis les années 1970 de nombreuses dispositions antiterroristes qui se regroupent autour du tristement célèbre article 129a du Code pénal (terroristische Vereinigung, [association terroriste]) et qui ont conduit à un véritable système de dispositions antiterroristes particulières.» (p. 107) Celui-ci comporte un grand nombre de «dispositions hautement problématiques», dont des «autorisations spéciales d'intervention pour la police, la justice et les services secrets». Ces dispositions d'exception qui, à l'époque, avaient été introduites à terme pour la durée du procès de la RAF, sont depuis longtemps «devenues la norme» et c'est sur cette base que la politique de sécurité intérieure s'est échafaudée pendant les décennies suivantes, surtout dans les années 1980 et après les attaques du 11-Septembre.

Assouplissement des principes de l'Etat de droit après le 11-Septembre

En réaction aux attentats du 11-Septembre, le gouvernement rouge-vert a, en 2002, hâtivement promulgué deux ensembles complets de lois antiterroristes. Ce sont, selon l'auteur, «les lois sécuritaires les plus complètes qui aient jamais été adoptées en une fois dans l'histoire du droit en République fédérale allemande». Elles ont élargi les missions et compétences de la police et des services secrets et ont inauguré, en «assouplissant les principes de l'Etat de droit», une longue période d'«état d'urgence permanent» qui dure encore (p. 28). Elles «font peser un soupçon général sur tous les immigrés» et attisent «les ressentiments xénophobes». Elles permettent le contrôle de toutes les affaires bancaires, la surveillance par les services secrets de milliers d'employés et le recensement biométrique de toutes les personnes qui vivent en République fédérale.

Ainsi, grâce à un «procédé automatique de contrôle des comptes», la *Bundesanstalt für Finanzdienstleistungen (BaFin)*, l'autorité de surveillance des marchés financiers, peut consulter secrètement toutes les donnés permanentes des comptes de tous les établissements de crédit. «Pour repérer des transactions financières des suspects de terrorisme, les transactions bancaires internationales, qui passent par millions par la *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication* (SWIFT) en Belgique, sont systématiquement surveillées et exploitées par les autorités américaines et surtout par la CIA. […] Depuis la fin de 2001, les données complètes de la SWIFT sont soit directement fournies pour exploitation aux autorités sécuritaires des Etats-Unis soit saisies par le ministère des Finances des Etats-Unis (cela vaut également pour les transactions intereuropéennes et pour cela il n'existe aucune base juridique).» (p. 33)

Pour leurs contrôles, les services secrets ont des employés dans des «institutions importantes vitales pour la défense», dans les services publics et dans l'économie privée: «entreprises énergétiques, hôpitaux, laboratoires pharmaceutiques, chemins de fer, aéroports, poste et télécommunications, de même qu'à l'Agence fédérale pour l'emploi, dans les stations de radio et les chaînes de télévision».

Et le recensement biométrique de la population grâce à des papiers d'identité munis de photos et d'empreintes digitales lisibles à distance permettent de connaître les mouvements des détenteurs à leur insu. L'homme devient un «simple objet» de la politique sécuritaire de l'Etat.

Une interconnexion de données extrêmement dangereuse

Avec la nouvelle loi complémentaire sur la lutte contre le terrorisme votée par le Bundestag en novembre 2006, les «quasi-lois d'exceptions», soumises à un délai, n'ont pas seulement été prolongées de cinq ans mais également étendues. La nouvelle structure sécuritaire donne aux «services secrets, qui ont suscité des scandales» encore plus de compétences et de pouvoir, plus que jamais auparavant.

La transformation de l'Etat de droit libéral et démocratique passe par trois ruptures de tabous qui revêtent une importance particulière au regard de l'histoire de l'Allemagne. Il s'agit là d'une «stratégie de prévention qui dépasse la mesure», de la «collaboration institutionnalisée entre la police et les service secrets» qui se traduit par une intensification de l'échange de données et la «militarisation de la sécurité intérieure».

La notion de prévention n'est pas seulement invoquée dans la propagande de guerre moderne et dans la politique étrangère, mais aussi dans la politique de sécurité intérieure. En politique étrangère et militaire, la conception moderne de la prévention torpille les règles du droit international visant à limiter l'utilisation internationale de la force. Et en politique intérieure, les libertés, la dignité humaine, la protection de la vie privée et la présomption d'innocence sont malmenées. «Là où la prévention devient la logique dominante, les relations entre le citoyen et l'Etat s'inversent vite. Car la présomption d'innocence, un des acquis les plus importants de l'Etat de droit, perd son rôle de limitation du pouvoir et se transforme pratiquement en son contraire: L'homme, suspect latent depuis sa naissance, se mue en un risque potentiel de sécurité qui doit prouver son caractère inoffensif et son innocence. La sécurité devient un droit suprême fondamental qui menace d'éclipser les authentiques droits fondamentaux des citoyennes et des citoyens, droits protégeant contre les intrusions de l'Etat». (p. 47)

L'interconnexion entre la police et les services secrets à travers un fichier antiterroriste central est le projet le plus explosif: «Une telle interconnexion des informations contredit le principe constitutionnel de séparation (Trennungsgebot), conséquence des cruelles expériences faites avec la Gestapo à l'époque nazie.» (p. 39)

«Avec la règle de séparation qui se déduit du principe de l'Etat de droit, on voulait à l'origine empêcher en Allemagne de l'Ouest une concentration incontrôlable du pouvoir des appareils de sécurité, ainsi que le développement d'une nouvelle police secrète.» (p. 49)

La militarisation de la sécurité intérieure avec, principalement, l'engagement de la

Suite page 10

Hambourg 2007. ISBN 0-7146-8500-3

Rolf Gössner, avocat et journaliste, est depuis 2003 président de la Ligue internationale des droits de l'homme. Il a publié en 2001 un ouvrage intitulé Big Brother & Co. – Der moderne Überwachungsstaat in der Informationsgesellschaft (Konkret Literatur Verlag).

Une déclaration de guerre: la militarisation de la sécurité intérieure

Depuis plusieurs années, nous sommes témoins non seulement d'une militarisation de la politique des Affaires étrangères, mais aussi de la sécurité intérieure au centre de laquelle va se trouver l'intervention de la Bundeswehr à l'intérieur du pays – bien que, dans le pays lui-même, la police et l'armée doivent être strictement séparées pour des raisons historiques et aussi selon la Constitution. La police est responsable de la sécurité à l'intérieur du pays, l'armée est responsable de la sécurité face à l'extérieur. Ainsi les policiers et les soldats sont formés de manière tout à fait différente. Les uns selon le principe de la proportionnalité inscrit dans la Loi fondamentale; les autres en vue d'un engagement de guerre. Entre-temps, c'est l'image de proue du «combattant archaïque» qui sait aussi «mener une guerre high-tech» selon les idées du lieutenant général de la Bundeswehr, *Hans-Otto Budde,* qui s'imagine ainsi le nouveau type de soldat comme un «guerrier colonial».

La séparation de la police et de l'armée, finalement, remonte aux expériences négatives de la République de Weimar, lorsque la Reichswehr avait aussi la mission d'intervenir à l'intérieur du pays, ce qui causa de grands malheurs par ses agissements inadéquats, et elle se développa en direction d'un «Etat dans l'Etat». En dépit des expériences historiques négatives qui se multiplièrent sous le régime nazi, en dépit des leçons tirées et malgré la séparation ancrée dans la Loi fondamentale allemande, le ministre de l'Intérieur, M. *Wolfgang Schäuble,* et le ministre de la Défense, M. *Franz Josef Jung* (tous les deux CDU) sont fermement résolus à engager la Bundeswehr de plus en plus à l'intérieur du pays. Ceci est déjà possible dans des cas exceptionnels, par exemple en cas déclaré de tension ou de défense selon l'article 87a de la Loi fondamentale, en cas individuel selon l'article 35 dans le cadre d'un soutien accordé à la police, en cas de grandes catastrophes ou de sinistres, lors de tempêtes ou d'inondations. Mais selon l'article 35, l'intervention de la Bundeswehr n'est admise que sans moyens militaires.

Mais les deux ministres Schäuble et Jung en veulent davantage. Pour eux, il s'agit de pouvoir faire intervenir l'armée de manière régulière en tant que réserve nationale de sécurité – pour décharger et renforcer la police. Et cela pas uniquement pour la protection de bâtiments, mais comme le disent déjà les directives en matière de politique de défense du ministère de la Défense de 2003, il s'agit de la «protection de la population et de l'infrastructure essentielle du pays contre des menaces terroristes et asymétriques.»

«Face à la menace d'attaques terroristes sur le territoire national allemand, la protection de la population et des infrastructures principales à l'intérieur du pays gagne de l'importance et confronte la Bundeswehr à de nouvelles exigences concernant la perception de ses tâches à l'intérieur du pays.» Par de tels objectifs la défense du pays est abandonnée pour pouvoir surmonter des crises et lutter contre le terrorisme. En fin de compte, cela correspond à des interventions armées de la Bundeswehr à l'intérieur du pays et dans le monde entier. Ainsi l'armée n'est plus qu'un instrument d'intervention normal en politique intérieure comme en politique étrangère.

Pour atteindre ce but, on veut supprimer la séparation constitutionnelle entre la sécurité intérieure et extérieure, entre l'armée et la police en faveur d'une conception de défense intégrale. Il y a en fait des projets élaborés en vue d'anticiper le cas de défense selon l'article 87a de la Loi fondamentale, afin d'inclure également ce cas dans la catégorie des attaques terroristes. Cela équivaudrait à un nivellement entre attaques terroristes et attaques bellicistes d'armées ennemies au sens du droit de la guerre. La notion de «guerre» ne sera ainsi plus utilisée uniquement pour les conflits armés entre Etats, mais aussi pour des attaques de groupements non étatiques contre des objectifs militaires et civils à l'intérieur du pays.

Selon les «directives de la politique de défense» la «nouvelle qualité du terrorisme international» et «les menaces terroristes asymétriques» exigent «une compréhension large de la défense comme elle s'est développée au cours de ces dernières années.» La *Süddeutsche Zeitung* soulève la question suivante: La sécurité intérieure du pays ne sera-t-elle plus seulement défendue dans l'Hindou Kouch pour conserver les intérêts de l'Allemagne, mais aussi à Hindelang dans les Alpes bavaroises? Cela renvoie à un rapport fatal: Plus la politique extérieure allemande participe à travers le monde aux interventions militaires de la guerre contre le terrorisme – comme récemment par un «mandat robuste» au large du Liban ou par l'engagement d'avions Tornado en Afghanistan –, plus le danger d'attaques terroristes contre la République fédérale augmente. Ainsi, avec l'engagement de la Bundeswehr à l'intérieur, le gouvernement fédéral se prépare à d'éventuelles conséquences suite à sa propre politique belliciste à l'étranger – y compris les dégâts collatéraux sur son territoire.

Extraits de l'ouvrage «Menschenrechte in Zeiten des Terrors», p. 58ss. (Traduction Horizons et débats)

Protestations en Grande-Bretagne contre la guerre d'Irak

par Sara Wood, Londres

Cet article décrit les protestations de citoyens britanniques contre la guerre d'Irak. Il démontre que l'action individuelle est souvent aussi efficace que les grosses manifestations.

En Grande-Bretagne, la colère suscitée par la guerre d'Irak s'enfle, de nombreux citoyens la considérant comme illégale. Il n'y a jamais eu de recherches véritables au sujet des causes de la guerre, car les examens auxquels ont procédé les commissions de *Butler*, de *Hutton* et du ministère des affaires étrangères ont éliminé expressément cette question de leurs directives de recherches.

Les protestations se sont manifestées dans le courrier de lecteurs de l'«Independent» et du «Guardian» notamment, mais aussi à d'autres journaux britanniques, ainsi que par des manifestations silencieuses devant des ambassades et par de nombreuses manifestations dans toutes les grandes villes de Grande-Bretagne. La plupart étaient organisées par la «Stop the War Coalition» (Mettez fin à la coalition de guerre). La plus grande de ces manifestations a eu lieu le 15 février 2003, quand une foule estimée à deux millions de personnes a afflué à Londres de toutes les parties du pays, pour protester contre la guerre.

Le protestataire le plus connu est *Brian Haw*, qui campe depuis six ans jour et nuit devant le parlement, entouré d'un nombre croissant de transparents. Armé d'un haut-parleur, il exige que soit mis fin à la guerre d'Irak et que les enfants irakiens soient protégés. En 2005, le parlement a adopté le *Serious Organized Crime and Police Act* (loi de police contre le crime organisé), qui qualifie d'illégale toute manifestation dépourvue d'autorisation expresse, d'une ou de plusieurs personnes, dans un rayon de un kilomètre autour du parlement. Toutefois, les tribunaux ont décidé que la loi ne pouvait pas être appliquée à Brian Haw, qui avait entamé son action avant l'adoption de la loi. Néanmoins, 78 policiers ont reçu l'ordre, dans la nuit du 23 mai 2006, d'enlever la plupart des transparents, affiches et objets personnels de Brian Haw. Il ne peut plus occuper qu'une surface de pavé de 3 mètres sur 2. Selon une enquête menée par la chaîne de télévision *Channel 4*, Brian Haw a recueilli 54% des suffrages au titre de personnalité politique la plus fascinante de 2007. Tony Blair, à l'époque encore premier ministre, n'a recueilli que 8% des voix.

Mark Wallinger, artiste britannique, a reproduit l'exposition protestataire de Brian dans sa version originale et l'a exposée dans une des plus grandes galeries d'art londoniennes. Cette fidèle reproduction a une longueur de 40 mètres et occupe maintenant la place centrale réservée aux sculptures dans la galerie Duveen. Une ligne tracée sur le sol indique la fin de la zone interdite de un kilomètre devant le parlement, de sorte que la sculpture se trouve pour moitié à l'intérieur et pour moitié à l'extérieur de cette zone. L'exposition attire de nombreux visiteurs, qui hésiteraient peut-être à rendre visite à un contestataire ayant, par tous les temps, dormi en plein air depuis 6 ans.

La loi de police contre le crime organisé a suscité le courroux, car elle viole la liberté d'expression. *Maja Evans*, une jeune femme qui a lu les noms de 97 soldats britanniques tombés en Irak devant le monument commémoratif consacré à Whitehall aux soldats décédés a été arrêtée en quelques minutes par 14 policiers. Elle a été la première à être arrêtée en vertu de la nouvelle loi. Estimant que celle-ci ne pouvait pas s'appliquer aux inscriptions en sucre figurant sur des tourtes, une autre dame a organisé chaque semaine des «tea parties» sur la place du parlement, qui ont eu lieu autour d'une tourte sur laquelle figurait l'inscription «Paix en Irak». Les affiches étaient très grandes, mais vierges de toute inscription. La police a dû avouer qu'il ne s'agissait pas d'une manifestation, mais a averti continuellement qu'elle devrait procéder à des arrestations dès que le groupe se livrerait à une manifestation. Elle n'était pas en mesure de définir clairement ce qu'était une manifestation.

En février 2007, mon époux a manifesté tout seul contre l'indigence dans laquelle se trouvaient les enfants irakiens. Il entendait ainsi se servir du prétoire pour parler de l'Irak. Bien qu'il ait accordé des interviews à plusieurs chaînes de télévision sur la place du parlement et qu'il y ait distribué des écrits et des masques à gaz, la police n'a pas traversé la rue pour l'arrêter. Trois heures plus tard, il s'est posté sur le trottoir du 10, Downing Street, siège du premier ministre, y a suspendu ses affiches et ses masques à gaz. Trois heures après enfin, la police l'a arrêté. Elle a six mois pour porter plainte. Or il n'a reçu aucune citation à comparaître jusqu'à aujourd'hui, au mois d'août. La police semble avoir reçu l'ordre de ne pas arrêter des protestataires dont on suppose, sur la base de certaines données, qu'ils ont des relations dans l'establishment. Cette loi s'avère grotesque, car elle s'applique selon le bon vouloir de la police ou sur injonction de Downing Street. Elle nous rappelle l'arbitraire de la *Guardia Civil* espagnole, qui a suscité tant de protestations à l'époque de *Franco*.

Le comédien *Mark Thomas* a organisé un type de manifestations au cours desquelles des gens demandaient l'autorisation de manifester pour une raison sérieuse ou futile, afin simplement d'occuper la police. Et véritablement, les forces de l'ordre ont ainsi beaucoup à faire. Quelques protestataires se sont déguisés en *Charlie Chaplin*, ridiculisant de cette manière la loi et la police.

Le nouveau premier ministre a fait savoir qu'il modifierait la loi. Lors de protestations, on recourt souvent à des déguisements. Ainsi, les gens se sont vêtus d'orange pour protester contre Guantanamo, avançant avec des menottes aux mains et aux pieds. Parfois, on compare l'objet de la manifestation à un événement historique. Ceux qui protestaient contre le mur de Palestine tenaient des panneaux de bois de 2 mètres sur 3,5 mètres pourvus d'un côté d'une poignée permettant de les tenir et de l'autre côté d'informations. Le recours à l'humour est souvent de rigueur: sur des t-shirts très portés figurait l'inscription «Tony Blair, fais du thé, pas la guerre».

Les protestations apparaissent surtout en des lieux clés. Une dame d'un certain âge s'est hissée sur le portail de Buckingham Palace et y a déployé une banderole fustigeant la visite du président *Bush*. De nombreuses personnes se rendent aux aérodromes d'où partent les bombardiers qui se dirigent vers l'Irak. Ma fille a franchi la clôture d'un aérodrome du pays de Galles avant d'être portée de l'autre côté par quatre policiers. Aucune plainte n'a été déposée. Toutefois, l'audience des personnes qui ont procédé, en août 2006, à des «inspections des vols-tortures» de Prestwick n'a pas encore eu lieu.

Le groupement qui a protesté contre la fabrique d'armes EDO de Brighton, en raison de sa complicité dans la mort de civils irakiens innocents, en Irak et au Liban, a pu poursuivre ses protestations jusqu'à un certain point, en se fondant sur la liberté d'expression, bien que l'entreprise ait porté plainte pour perturbations. Il a organisé des manifestations particulièrement bruyantes une fois par semaine contre les fabriques de munitions, ainsi qu'un camp d'été destiné à rendre la vie dure à l'EDO.

Il arrive que les manifestations attirent particulièrement l'attention. Un élève de sixième année de l'école secondaire intégrée de Hamstead a demandé aux gens de dessiner les contours de leurs mains sur du papier et de découper celui-ci. Les mains de papier ont été fixées à des bâtons et exposées à Parliament Square, où elles flottent au vent comme des fleurs et représentent le mot d'ordre «Arrêtez la guerre» de manière impressionnante. *David Gentleman*, qui a conçu nombre de timbres britanniques, a peint des cartes postales couvertes de taches rouges sang. Chaque tache représente 100 Irakiens tués. Les cartes aux taches rouges ont couvert toute la place du parlement. Par ailleurs, les gens ont accumulé des souliers d'enfants devant la porte du 10, Downing Street, et des jouets sur la place du parlement, symboles émouvants des vies d'enfants anéanties par la guerre.

Une caricature politique percutante de *Gorald Scarfe* a été agrandie vingt fois, imprimée sur un drapeau géant de plastique et exposée à Trafalgar Square. Sur un drapeau géant représentant une partie de «Guernica» figurait le mot «Falludjah» en anglais et en arabe. Le drapeau a été placé devant le nouveau domicile de Tony Blair, au 29, Connaught Square, le jour où il a quitté le gouvernement. Pendant toute une heure, une petite équipe de samba a fait un vacarme de tous les diables lorsqu'il a quitté son bureau pour la dernière fois.

La presse ne se fait souvent guère, voire pas du tout, l'écho de manifestations de masse, alors qu'une photo de cette manifestation de 12 personnes a paru en première page du principal journal londonien du soir, l'«Evening Standard». Cet événement incite d'autres personnes à organiser leur propre manifestation du 29, Connaught Square, contre un homme que beaucoup verraient volontiers traîné devant le tribunal des criminels de guerre.

Je me suis limitée à mentionner un petit nombre de nombreuses protestations qui ont lieu continuellement en Grande-Bretagne. Les journaux ou la télévision ne les mentionnent peut-être pas, mais on les trouvera sur des sites Internet, tels «Stop the War» (Stoppez la guerre) et «Voices in the Wilderness» (Voix dans le désert), qui comprennent des liens renvoyant à d'autres groupements contestataires comme «Military Families Against the War» (Familles de soldats contre la guerre) ou «Justice, not Vengeance». •

(Traduction *Horizons et débats*)

«Les droits de l'homme à …»

suite de la page 9

Bundeswehr à l'intérieur du pays a commencé il y a longtemps: Le Mondial de football de 2006 a servi de champ d'exercices pour y habituer la population et pour lui enlever tout aspect choquant. Des avions de surveillance AWACS, des avions d'interception, des hélicoptères et des chars de reconnaissance FUCHS ont protégé les stades. 2000 soldats étaient engagés, et 5000 autres attendaient quasiment l'arme au pied. «Ainsi le Mondial de football est devenu une sorte d'exercice antiterroriste.» Au sommet du G8, à Heiligendamm, la Bundeswehr a pu tenir compte des expériences faites lors du Mondial.

La lutte contre le terrorisme à l'échelle européenne

A l'échelle européenne, les lois antiterroristes conduisent également à des violations radicales des droits de l'homme: Avec les accords de Schengen et d'Amsterdam, le *Système d'information de Schengen (SIS)* et l'institution policière européenne *Europol,* l'Union européenne s'est constitué «un système pratiquement dépourvu de légitimation démocratique et difficile à contrôler». La coopération transfrontalière renforcée de toutes les autorités de sécurité, de police, de renseignements et de justice, le mandat d'arrêt européen et les projets étendus de surveillance des télécommunications transfrontalières modernes font de l'Europe une forteresse «contre les réfugiés des régions en guerre et en crise, des dictatures et de la misère économique». (p. 37)

Intervention des tribunaux suprêmes

Face à cette folie de lois antiterroristes, «la Cour constitutionnelle fédérale, la Cour fédérale de cassation, la Cour européenne des droits de l'homme ont dû à plusieurs reprises, ces dernières années, déclarer contraires à la loi ou à la Constitution des lois et des mesures» parce qu'elles étaient incompatibles avec les principes de base de l'Etat libéral et démocratique: ainsi le «grosser Lauschangriff» (écoutes téléphoniques clandestines) en 2004, la surveillance préventive des télécommunications en 2005, le transfert de données de vols aux autorités sécuritaires des Etats-Unis en 2006, la permission pour l'armée d'abattre de façon préventive un avion de ligne pris en otage en 2006, les recherches systématiques d'«espions islamistes dormants» en 2006, les descentes de police contre des journalistes ainsi que des recherches informatiques secrètes en 2007. (p. 41)

Rolf Gössner voit dans ce «grand nombre de lois et de mesures anticonstitutionnelles», «dans la guerre d'agression contre la Yougoslavie, contraire au droit international, à laquelle l'Allemagne a participé à l'époque» et dans «la complicité de l'Allemagne dans les crimes contre le droit international perpétrés en Irak» la disparition, au cours de la lutte contre le terrorisme, du respect de la Constitution et du droit international «dans la classe politique, les partis, les parlements et certaines institutions chargées de la sécurité». Pour lui, il s'agit là d'une «évolution inquiétante au plus haut point» qui a des répercussions étendues sur la conscience du droit chez les gens. (p. 43)

Il concède que les gouvernements ont le devoir d'enquêter sur les auteurs et les instigateurs d'attentats terroristes «avec réalisme et sens de la mesure» en préservant les droits fondamentaux garantis par la Constitution, mais la criminalité et les problèmes sociaux, économiques et psychosociaux qui sont à la base de la violence et du terrorisme, ne peuvent pas être résolus par des moyens policiers, pénaux ou militaires.

De plus, il faut aussi se demander si ce ne sont pas les gouvernements eux-mêmes qui organisent en sous-main des attaques terroristes pour parvenir à contrôler totalement la population: contrôle total et manipulation par la propagande pour assurer un pouvoir qu'il faut défendre face à un nombre toujours croissant de gens appauvris. «Globalia» n'est pas loin. Et il faut aussi mentionner le livre de Daniele Ganser, «Operation Gladio and Terrorism in Western Europe»[2].

Rappeler les acquis des Lumières

En tant que journaliste, avocat et défenseur des droits de l'homme, mais aussi spécialiste des parlements (fédéral et régionaux), Rolf Gösser a suivi d'un oeil critique l'évolution problématique de la lutte de l'Etat contre le terrorisme au cours des cinq dernières années et il a toujours attiré l'attention, dans ses articles, ses interviews, ses discours et ses rapports d'expertise, sur les problèmes qui y sont liés. Avec le présent ouvrage, il veut, à l'encontre de l'état d'esprit actuel, rappeler les acquis des Lumières et le projet historique des droits de l'homme, auxquels le monde libre occidental se réfère encore aujourd'hui. Les droits de l'homme et le droit international humanitaire sont trop importants pour qu'on les «laisse mourir volontairement comme de vilains dommages collatéraux sur le front allemand et européen».

La lutte contre le terrorisme n'a pas seulement laissé s'estomper la frontière entre la politique étrangère et la politique intérieure, entre la défense et l'intervention, elle a également affaibli tous les principes visant à limiter l'usage des moyens militaires et renoncé à se soumettre aux règles du droit constitutionnel et du droit international, et cela au sein de l'OTAN, de l'UE et de la Bundeswehr. (p. 247)

A l'heure où les droits de l'homme sont négligés mondialement, voire utilisés abusivement pour justifier des «interventions humanitaires», les «forces soucieuses de paix et de respect des droits de l'homme» doivent se rassembler davantage. Il y va surtout de la défense des libertés fondamentales et des droits civiques afin de garantir les conditions d'action des mouvements nationaux et internationaux de protestation et de résistance qui luttent pour un monde plus pacifique et pour un ordre économique plus équitable, pour un monde sans exploitation, sans pauvreté ni guerres. Car c'est seulement un tel monde qui peut couper l'herbe sous le pied au terrorisme international et au terrorisme d'Etat. •

(Traduction *Horizons et débats*)

«L'argent du village au village!»

Les débuts du mouvement Raiffeisen suisse

par Katrin Schauberger

L'école «Traber» de la commune Bichelsee de l'arrière-pays thurgovien est nommé selon un de ses membres les plus connus. Le curé *Johann Evangelist Traber* fut l'initiateur principal et membre cofondateur de la première Caisse Raiffeisen en Suisse. Grâce à cet ecclésiastique visionnaire la commune devint le «Grutli du mouvement Raiffeisen suisse»[1]

Pourquoi un curé catholique fonde-t-il une coopérative de crédit?

Au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle, les agriculteurs furent pour la plupart confrontés à une grande détresse ce qui avait des conséquences graves pour le pays entier dont la population rurale représentait un tiers de la population totale. De nombreux domaines étaient surendettés et beaucoup d'agriculteurs avaient de grandes difficultés à payer régulièrement les intérêts. Pendant la crise agricole entre 1880 et 1885 des milliers d'agriculteurs étaient insolvables.[2] En plus, les paysans avaient de la peine à recevoir des crédits sous des conditions acceptables parce que de nouveaux secteurs économiques promettaient plus de profit aux investisseurs.

Le curé de village Traber fut également confronté aux méfaits de ce développement économique dans sa commune de Suisse orientale Bichelsee-Balterwil. Traber et les autres fondateurs de l'Union Raiffeisen Suisse cherchaient une solution basant sur le principe de l'effort personnel et se démarquant autant des modèles économiques libéraux que socialistes. Ils s'inspirèrent de l'idée de la coopérative de Raiffeisen.

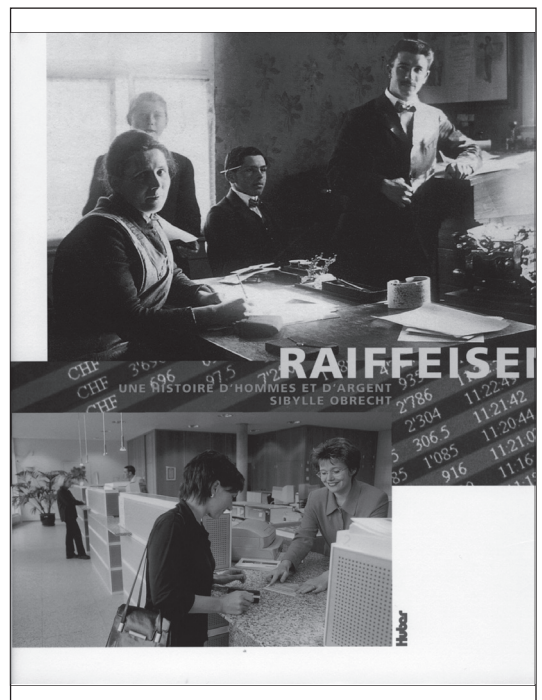
Friedrich Wilhelm Raiffeisen

Le modèle de *Friedrich Wilhelm Raiffeisen* était basé sur les principes de l'effort personnel, de l'entraide et de la solidarité et facilitait à la population rurale d'obtenir des crédits à des conditions favorables. Dès le début de sa carrière de maire dans le Westerwald, Raiffeisen fut confronté à une grande détresse. Afin d'adoucir la misère, il fonda une coopérative de crédit. Des paysans et des artisans habitant une région délimitée et ayant des intérêts semblables fondèrent une coopérative aux structures démocratiques et administrée par des bénévoles. L'admission comme membre était liée à l'acquisition d'une part, contre versement d'une somme donnée en guise de capital de base. Les membres déclaraient garantir avec l'ensemble de leur fortune les engagements de l'organisation d'entraide locale. Cette responsabilité solidaire augmenta la réputation de solvabilité face aux tiers. Ainsi, la coopérative pouvait obtenir des fonds et acheter des marchandises à des conditions avantageuses. En contrepartie, les membres obtenaient des crédits d'exploitation avantageux et bénéficiaient de taux d'épargne favorables. Raiffeisen imposait des conditions sévères aux débiteurs: Ils devenaient obligatoirement sociétaires et ils étaient tenus de produire des garanties ainsi que de payer des frais d'amortissement. Lorsque la coopérative faisait des bénéfices, ils étaient consacrés au service de l'intérêt du capital de base. Le reste de l'argent était attribué à un fonds de réserve indivisible. Ainsi s'amassait un capital qui pouvait éviter aux membres – en cas de coup dur – de devoir recourir à leurs fonds propres. Selon les idées de Raiffeisen, les membres de l'association devaient recevoir des prêts avec intérêts, «afin de leur permettre de bénéficier eux-mêmes des fruits de leur assiduité et d'accéder autant que possible à une indépendance qui rend toute autre aide inutile, et afin de les préserver de la pauvreté et de ses suites néfastes.»[3]

Doctrine sociale de l'église catholique «Rerum novarum»

Le curé Traber ne trouva pas seulement dans le modèle de la coopérative selon Raiffeisen des repères pour ses activités, mais aussi dans la doctrine sociale de l'église catholique. Publiée en 1891, l'encyclique Rerum novarum fixait la position de Léon XIII face aux problèmes de la société industrielle moderne de son époque. Le pape critiqua «la concentration entre les mains de quelques-uns de l'industrie et du commerce devenus le partage d'un petit nombre d'hommes opulents et de ploutocrates qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires». L'encyclique trouva la cause de la misère de l'infinie multitude des prolétaires dans le capitalisme déchaîné de la société industrielle. Le pape se démarqua pourtant de modèles socialistes qui poursuivaient une dénaturation de l'Etat en réalisant une conversion de la propriété privée en propriété collective. Le pape souligna la légitimité de la propriété privée et le désir de transmettre les

Fortsetzung auf Seite 12



La lecture de cet ouvrage publié à l'occasion du centième anniversaire de la première Caisse Raiffeisen en Suisse vaut la peine. L'auteur décrit les débuts du mouvement Raiffeisen Suisse à la fin du 19e siècle et démontre son développement à traveres les difficultés des années trente et quarante jusqu'au temps actuel. Sybille Obrecht, Raiffeisen – Une histoire d'homme et d'argent. ISBN 3-7193-1209-7

Credit Suisse – bénéfices rapides à hauts risques en lieu et place de crédits avantageux pour les PME

Le 2 août, *Brady W. Dougan, le nouveau*-chief executive officer (américain) du *Credit Suisse Group,* a expliqué devant une cinquantaine d'analystes financiers et de journalistes comment a été réalisé le résultat record du deuxième trimestre de la deuxième banque suisse. Entre avril et juin, elle a réalisé un bénéfice net de 3,2 milliards de francs, soit bien supérieur aux attentes. Dougan explique ce résultat par le négoce accru d'emprunts à risques, qui augmentera encore à l'avenir.

Cette évolution se fera au détriment des PME. Au lieu de leur accorder des crédits et d'inscrire les risques impliqués à son bilan, le *Credit Suisse* se distingue en octroyant, par des opérations internationales, des crédits d'entreprises et des financements immobiliers risqués, afin de faire rapidement de gros bénéfices. Il a engagé 70% de son capital d'exploitation dans ses activités d'Investment Banking mondial. Alors qu'il a investi un milliard de francs de plus dans ces emprunts à risques, les fonds propres consacrés aux opérations avec les petits clients et les entreprises suisses ont été réduits de 14% ou de plus de 400 millions de francs. Cela signifie que ces crédits deviendront nettement plus chers.

Source: SonntagsZeitung du 5/8/2007

Courrier des lecteurs

Ce que les groseilles ont à voir avec l'Irak

Assis sur la terrasse, en buvant un sirop de groseilles, nous écoutons un reportage sur des bébés mourant en Irak:

A la recherche d'oxygène pour son bébé prématuré, un père erre pendant des heures en ville. Suite aux destructions massives en Irak occupé, la situation sanitaire de la population est catastrophique. Les hôpitaux manquent de tout. Il n'y a même pas de masques à oxygène pour bébés qui coûtent deux francs chez nous. Quand le père a enfin pu se procurer une petite bouteille d'oxygène sauveteur, le médecin approche le petit tuyau de l'une des narines du bébé râlant en lui bouchant l'autre. Mais l'enfant meurt dans les bras du médecin désespéré. Les larmes aux yeux, il met l'enfant dans un carton et le donne au père.

«Qu'est-ce qu'on peut faire pour aider?» C'est ce que mes deux nièces, âgées de 11 et 14 ans, veulent savoir. Elles veulent faire des travaux de bricolage pour les vendre au bazar, comme elles l'ont déjà fait une fois. Je suis très contente de la réaction compatissante et spontanée des filles et je leur parle des deux derniers groseilliers qui n'ont pas encore été cueillis. C'est vrai, le jardin est plein de fruits qu'il faut encore cueillir et traiter. Et sur la table de la cuisine se trouvent cinq kilos d'abricots. Pleines de zèle, les filles se mettent à la production. Le travail accompli, dix bouteilles de sirop de groseilles et quelques pots de confitures d'abricots joliment décorés avec des étiquettes peintes par les deux jeunes filles sont prêts à être vendus. L'«action sirop de groseilles» est un grand succès et rapporte une somme d'argent avec laquelle on peut acheter 66 petits masques à oxygène. Par les contacts d'une femme médecin amie j'ai la possibilité de faire parvenir des livraisons d'aide médicale directement aux hôpitaux qui ont tous été en grande partie détruits par la guerre.

Quinze jours plus tard, je me retrouve dans le train regardant le paysage de mon pays, les lacs brillant au soleil, les pics des montagnes derrière les collines aux pâturages verts. Qu'elle est paisible la vie que nous menons! Je pense à la gaieté des enfants de mon village et je suis contente qu'ils aient la chance de grandir en sécurité et bien alimentés. Le livre que j'ai lu pendant les vacances ne me quitte pas pendant mon retour du Tessin. Il s'agit de la biographie d'un médecin qui a travaillé dans des régions de guerre (Siegwart-Horst Günther, *Zwischen den Grenzen*). Jeune soldat allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, il a refusé de tirer sur des civils en fuite, avant la fin de la guerre, il a été interné au camp de concentration de Buchenwald et par reconnaissance d'avoir survécu, il a fait des études de médecine. Après des missions de recherche au Caire et à Damas, le docteur Günther répond positivement à l'invitation d'*Albert Schweitzer* de l'assister à l'hôpital de Lambaréné. Cette coopération a marqué ses positions et l'éthique d'Albert Schweitzer, ce «respect de la vie» est devenu la devise du jeune professeur de médecine. L'envie d'aller au fond des choses le mènera plus tard à découvrir les causes des maladies horribles dont souffrent les populations tourmentées dans les régions de guerre en Irak et en Ex-Yougoslavie. Le professeur Günther a démontré le lien entre ces maladies, la guerre et les munitions dont on se servait. Pour cela, il a reçu de nombreuses récompenses internationales, mais aussi des menaces de mort. Comme Albert Schweitzer, le professeur Günther s'est engagé contre la guerre – dont souffrent surtout les plus faibles, c'est-à-dire les enfants – et a exprimé ses convictions dans beaucoup de pays et devant les Nations Unies. J'en suis reconnaissante et moi aussi, je continuerai à m'engager pour la paix.

Elsbeth Schaffner

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom:

Rue / N°:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

❑ Veuillez faire parvenir six numéros à l'essai gratuitement aux adresses suivantes:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

«L'argent du village au village!»
suite de la page 11

fruits de son travail au sein de la propre famille. Le pape esquissa un programme de réformes destiné à garantir un revenu suffisant à chacun, à promouvoir la justice sociale et à atténuer les défauts de la société capitaliste de croissance. «L'ensemble des droits et des devoirs qu'enseigne la philosophie chrétienne» doit aider à résoudre les problèmes de manière solidaire. Pour lutter contre les grandes inégalités sociales, Léon XIII proposa des mesures pratiques comme la fondation des institutions d'entraide.

Chaque Caisse Raiffeisen une «école d'éducation sociale»

Les premiers statuts de l'Union Raiffeisen Suisse ont été élaborés à partir d'une ébauche de Johann Traber et Georg Beck. L'Union qui a été fondée il y a 105 ans s'était donnée comme but d'«œuvrer au bien public dans une perspective économique et morale reposant sur des fondements chrétiens».[4] Les bienfaits des Caisses Raiffeisen devaient avant tout profiter aux classes moyennes paysannes qui se trouvaient dans une situation difficile et qui perdaient de plus en plus leur poids économique. Aux yeux des fondateurs de l'Union Raiffeisen Suisse, ils revêtaient pourtant une importance politique et sociale primordiale: «Nous, les hommes Raiffeisen, nous propageons une attitude économe, nous prêtons de l'argent pour soutenir l'agriculture ainsi que les petites et les moyennes entreprises, mais à la condition d'un remboursement aussi rapide que possible. Et nous défendons notre patrie contre ses ennemis intérieurs, contre le gaspillage, contre l'endettement inconsidéré, contre l'affaiblissement des classes moyennes.»[5] Les villageois devraient fonder des coopératives d'entraide et former des communautés d'intérêt solidaires. Le curé Traber voulut éviter que leurs habitations, leurs fermes et leurs exploitations ne deviennent la proie de spéculateurs et les protéger ainsi du danger de la déchéance sociale. Les couches paysannes moyennes n'avaient pas seulement besoin de crédits d'exploitation avantageux. Elles devaient aussi se perfectionner sur le plan administratif. Le curé Traber considérait chaque Caisse Raiffeisen comme un petite «école d'éducation sociale» donnant aux cassiers, aux membres des conseils d'administration et de surveillance l'occasion d'apprendre leur métier de chef d'entreprise et de comptable ainsi que de renforcer leur sens de la solidarité.

Les fondateurs de l'Union ne cessèrent pas de répéter que les Caisses Raiffeisen favorisaient l'intégration sociale. «L'argent du village au village!»: ce n'est pas par hasard le slogan de la brochure qui fut distribuée dans le local Raiffeisen à l'exposition nationale de 1939. Placés dans le fonds de réserve de la Caisse, les bénéfices revenaient à ceux qui les avaient réalisés, aux habitants du village. Les statuts de la Caisse Raiffeisen Suisse interdisaient tout investissement à l'étranger. La fortune grandissante ne devait pas seulement soulager les débiteurs, elle servirait aussi à financer des projets d'utilité publique et à cimenter ainsi l'unité de la population villageoise.

L'idée de la coopérative de crédit selon Raiffeisen a aussi encouragé la cohésion nationale. Jusqu'en 1912, 35 Caisses furent fondées en Suisse romande et se décidèrent à collaborer au-delà de la «barrière de Röschti» en adhérant à l'Union.

Les racines fédéralistes des Caisses Raiffeisen

Les coopératives des Caisses Raiffeisen s'orientaient sur la structure fédéraliste suisse et sur l'autonomie communale. Les différentes Caisses sont ancrées dans le village et la commune. Elles sont représentées dans les différentes régions de la Suisse. Les clients des Caisses sont en même temps leurs propriétaires et ils décident des intérêts de la Caisse. Les Unions régionales s'organisent au niveau cantonal, depuis 1902, l'Union Raiffeisen Suisse est représentée au niveau national. Les Caisses renoncent à maximiser leur profit, avant tout, elles cherchent à réaliser un bilan équilibré, sans endettement. Elles n'appartiennent pas aux individus qui en tirent profit, mais elles appartiennent à la communauté du village afin de promouvoir le bien commun.

Grâce à l'idée de la coopérative, le curé Traber voulait remédier à la situation de sa paroisse qui était confronté aux méfaits de l'industrialisation (surtout dans l'industrie textile). Une grande partie de la population était embauchée dans des fabriques ou travaillait à domicile sur une machine à broder manuelle en exploitant à côté une petite ferme. La situation économique de la population rurale était précaire. Régulièrement, le travail à domicile et les fabriques avec ses machines sophistiquées se disputaient le travail. Traber était

Sur cette photo prise avant 1912, le curé Traber dépasse pratiquement d'une tête ses alliés et collaborateurs. (photo «Raiffeisen – Une histoire d'hommes et d'argent»)

plutôt un adversaire du travail salarié en fabrique connaissant ses effets désastreux sur la vie d'une famille paysanne. Il partageait cette attitude critique avec la majorité des habitants de Suisse orientale, ancrés dans la tradition de l'entreprise familiale. Ils ne voulaient pas abandonner leur autonomie. En fondant une coopérative de crédit, le curé Traber désirait procurer des crédits avantageux à ces familles afin de réaliser la modernisation de l'infrastructure et de protéger ainsi l'indépendance des différents débiteurs.

Le 21 décembre 1899, l'assemblée constituante «Spar- und Darlehenskassenverein Bichelsee-Balterswil» eut lieu avec 47 membres de la coopérative. Le 1er janvier 1900, la Caisse Raiffeisen commença ses activités commerciales. Quelques membres de la commune se moquèrent de cette association: «On se moqua copieusement d'une telle association, ne serait-ce que parce qu'elle avait été fondée et qu'elle était dirigée par un prêtre catholique, qu'un instituteur de village le secondait et que la caisse était tenue par un brodeur n'ayant d'autre formation que l'école primaire.»[6] Il s'avéra pourtant que cette composition et ce melange au sein de l'association servit de modèle à la réussite du projet et à la cohésion sociale du village.

Outre cela, la Caisse Raiffeisen était organisée de façon très modeste: Les affaires ne se traitaient pas à des luxueux guichets, mais dans une salle de séjour. Afin de limiter les coûts administratifs, les conseillers de surveillance ainsi que les conseillers d'administration exerçaient leurs fonctions de manière bénévole. C'étaient souvent les épouses et les filles des caissiers qui tenaient les livres des caisses coopératives et qui s'occupaient des clients. Le rayon de chalandise de la coopérative se limitait à la commune ou à la paroisse, où elle payait aussi ses impôts. Ce principe encourageait l'auto-approvisionnement monétaire du village. Le principe de coupler épargne et investissement sur le plan local servait également aux intérêts des Caisses. Les débiteurs ne voulaient pas faire de tort à la coopérative locale.

L'héritage des pionniers de la coopérative de crédit

De nos jours, de tels solutions de coopérative solidaire sont plus importantes que jamais. Suite à la mondialisation laissant à l'abandon les biens de populations entières, le décalage entre riche et pauvre devient de plus en plus grave. Actuellement, la situation des classes moyennes paysannes est de nouveau précaire. Au cours des dernières 15 ans, 30 000 agriculteurs ont abandonné leurs entreprises.[7] Beaucoup de paysans sont énormément endettés et ne disposent pas de moyens au-dessus du revenu minimum. Les pères fondateurs de la coopérative de crédit ont été alarmés par l'idée que les classes moyennes paysannes et industrielles, et avec eux leur influence sur le plan social et politique, disparaissent. Ces hommes savaient qu'une économie positive ne doit pas enrichir l'individu, mais promouvoir le bien commun et effacer des inégalités sociales. Dans une misère économique, ils cherchaient une solution solide en tenant compte de la situation économique de la population entière.

Afin que les fossés sociaux ne deviennent pas infranchissables, il nous faut encourager l'auto-approvisionnement monétaire au niveau communal et national. Ainsi nous gagnerons l'indépendance vis-à-vis des intérêts de profit des grandes banques multinationales. Ceci signifie également de refuser le serment éternel qu'il faut maximiser le profit et la consommation. Il nous faudra, comme les fondateurs modestes mais décidés du mouvement Raiffeisen Suisse, nous concentrer sur l'essentiel. •

---

1 Le texte suivant se base sur l'ouvrage de Sybille Obrecht: Raiffeisen, une histoire d'hommes et d'argent, Huber 2000.

2 cf. Die Schweiz um die Jahrhundertwende, Zurich 1985.

3 Koch, Walter: Der Genossenschaftsgedanke F.W. Raiffeisens als Kooperationsmodell in der modernen Industriegesellschaft, Paderborn 1991, p. 148.

4 Statuts de l'Union Raiffeisen Suisse du 12 juin 1902.

5 7e rapport annuel de l'Union Raiffeisen Suisse 1909, p. 19.

6 R. Rupper, Die Raiffeisenkassen, manuscrit non daté, archives de la cure de Bichelsee.

7 *www.lavrille.ch,* référendum contre la loi sur l'agriculture, case postale 3115, 2303 La Chaux-de-Fonds.

Europäische Arbeitsgemeinschaft

Mut zur Ethik

XVe Congrès «Mut zur Ethik»

Peuples et cultures: se respecter mutuellement, s'entraider et apprendre les uns des autres

31 août au 2 septembre 2007, Feldkirch, Autriche

Début: Vendredi, 19 h 30 (samedi: 9 h 00; dimanche: 9 h 30)
Fin: Dimanche, environ 14 h 00

Grands thèmes des exposés et des discussions destinés à tous les participants

I. Ce qui est nécessaire à la coexistence pacifique des cultures et des peuples – Contribution des religions et des sciences, du droit international et des droits humains

II. Quelles conséquences ont pour les hommes la politique hégémonique mondiale, l'esprit de supériorité et la guerre et comment nous pouvons nous y opposer – Récits en provenance des régions en guerre

III. Guerres menées contre l'humanité avec de nouvelles armes – Armes nucléaires de 4e génération, armes à l'uranium, bombes à fragmentation, nanotechnologie, etc.

IV. Quand les Etats sont défaillants, c'est à la société civile qu'il revient de protéger la vie – effort personnel, responsabilité individuelle, autogestion, autosuffisance, autodétermination

Intervenants (parmi d'autres):

Zoltan Adorjan (Slovaquie), Peter Aubauer (Autriche), Karoly Baranyi (Hongrie), Francesca Rivetti-Barbò (Italie), Bob Barr (USA), Rev. Fr. Alphonsus Bernard (Canada), Alain Bournazel (France), Emmanuel Broillet (Suisse), Stanislas Bucyalimwe Mararo (Belgique), Jean-Marie Bulambo Kilosho (République démocratique du Congo), S. J. Emmanuel (Allemagne), Mgr Elmar Fischer (Autriche), Siegwart-Horst Günther (Allemagne), Eberhard Hamer (Allemagne), Thomas Huber (Suisse), Urs Knoblauch (Suisse), Mohammed Ali Kobeissi (Liban), Radomir Kovacevic (Serbie), Joseph Kyalangilwa (Suisse), Jens Loewe (Allemagne), Jean-Claude Manifacier (France), Nafez Nazzal (Palestine), Adolf Paster (Autriche), Manfred Paulus (Allemagne), Florian Pfaff (Allemagne), Miroslav Polreich (République tchèque), René Roca (Suisse), Frieder Wagner (Allemagne), Charly Wenga (République démocratique du Congo), Alfred de Zayas (Suisse)

Inscriptions, contact et informations:
Bureau du Congrès «Mut zur Ethik», Case postale 756, CH-8044 Zurich, Tél.: +41 79 400 51 57, E-mail: *mze@cyberlink.ch*